Publication de l'Institut de Documentation et de Recherche sur la Paix (Site Internet : http://www.institutidrp.org

Où va la Chine ?

Essai
Sur
La stratégie économique
et
Le projet politique chinois

Paul Sindic **Juillet 2005**

Table des matières

Avant – Propos…….p.3
Introduction……..p.5

I. Stratégie économique du régime chinois……p.7

I.1 Conditions et orientations initiales du « *décollage économique* » chinois…….p.4

I.2 Une politique stratégique de croissance industrielle rapide dans un maximum de branches ……p.8
I.3 Un pragmatisme fort dans les structures d'entreprises ou d'intervention du capital étranger…….p.9
I.4 Une volonté de maintenir une forte attractivité pour l'investissement capitaliste, national ou étranger……..p.10
I.5 Une insertion progressive dans les mécanismes d'échange néolibéraux mondiaux (OMC, organisations de concertation économique régionale)……..…….p.10
I.6 La mise en œuvre de stimulants idéologiques à base nationaliste en direction des salariés des entreprises les plus importantes et notamment des salariés les plus qualifiés……....p.12
I.7) Essai d'établissement d'un premier bilan de la mise en œuvre de cette stratégie économique……...p.12

II. Le projet politique.....p.19

II.1 Les caractéristiques essentielles du régime actuel (structures de pouvoir, idéologie du régime, parti communiste chinois, syndicalisme officiel…….…….p.20
II.2 La situation sociale réelle du peuple chinois (incidences diversifiées de la croissance, accroissement des inégalités, évolution des acquis sociaux ……..…….…...p.26
II.3 La répression …….p.30
II.4 La posture internationale du régime…….…….. p.36

Conclusion……p.37

Avant-propos

Cette note est un travail personnel. Elle vise à donner un certain nombre d'éclairages particuliers sur la Chine d'aujourd'hui. Elle s'appuie sur des sources multiples et assez diversifiées mais force est de constater la difficulté d'accéder à une information vraiment complète et sûre, si elle existe. D'autant que les sources d'information sont aussi traversées par une confrontation idéologique.

Il ne s'agit évidemment pas d'avoir la prétention d'élaborer un tableau complet des évolutions de la Chine dont on sait les complexités issues notamment d'une «profondeur» historique impressionnante aussi bien que des réalités actuelles d'un immense pays, le plus peuplé de la planète.

Cette note cherche seulement à apporter quelques suggestions de réponses, très partielles, à la question : qu'est-ce que la Chine d'aujourd'hui ?… à partir d'un examen de quelques aspects du cours actuel du développement chinois, en particulier dans le domaine économique, mais aussi dans d'autres domaines : social, idéologique, politique, institutionnel…

Le tableau qui résulte de cette courte analyse montre avec insistance l'émergence assez brutale d'une puissance ambitieuse ou d'une grande puissance économique de forte capacité dominatrice, s'appuyant sur un mode de croissance capitaliste et néo-libéral, avec un niveau d'exploitation élevé pour plusieurs centaines de millions de salariés. Les inégalités, la pauvreté et la grande pauvreté restent des réalités massives.

Ce mode de croissance s'inscrit dans un système politique et institutionnel autoritaire, non - pluraliste et répressif, y compris dans le domaine des conflits sociaux. Le caractère anti-démocratique institutionnalisé du régime chinois semble particulièrement marqué.

Selon le rapport 2004 d'Amnesty International, plusieurs dizaines de milliers de personnes seraient emprisonnées « pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression et d'association et risqueraient sérieusement d'être soumises à des mauvais traitements, voire des actes de torture ».

Beaucoup de personnes poursuivies sont accusées de séparatisme ou de terrorisme par un régime qui n'est pas un Etat de droit, et sont condamnées par une justice qui paraît très arbitraire, assez brutale et loin des normes de droit les plus communément admises.

Certains faits — la marchandisation de parties du corps humain de personnes condamnées à mort et exécutées — s'ils étaient vérifiés, illustreraient des dérives d'une gravité exceptionnelle. Dans l'ensemble, on peut probablement avancer l'idée que le régime chinois est un des plus anti-démocratiques de la planète.

Il manque, entre autres, à cette note, une analyse de la politique extérieure de la Chine. Les quelques « indices » relevés confirment l'appréciation précédente, mais une telle analyse — qui constituerait un énorme travail en lui-même — serait d'un apport très utile en soi, et parce que la montée en force d'une puissance et d'un véritable nationalisme chinois ne se fait pas sans tensions nouvelles dans les relations internationales, avec les Européens et surtout avec les Etats-Unis.

Un regard lucide sur la Chine d'aujourd'hui paraît donc nécessaire, et cela d'autant plus que l'exacerbation progressive de tensions sociales diverses peut éventuellement conduire à des troubles ou des affrontements violents qui pourraient prendre, avec la répression qui les accompagnerait, une autre ampleur que ceux qui semblent nourrir assez régulièrement l'actualité sociale de ce pays aujourd'hui.

On peut se demander si le mode de développement très contradictoire de la Chine ne conduit pas celle-ci à des manifestations de crise.

On peut se demander aussi en quoi le mode de croissance et de développement de la Chine constitue une recherche de réponses aux exigences sociales et démocratiques du peuple chinois.

On reste plutôt sur l'impression d'une insertion volontariste et douloureuse de la Chine dans la mondialisation capitaliste et ses rapports de force.

En quoi une telle politique, si le tableau tracé ici correspond à peu près à la réalité, peut-elle converger avec notre vision du communisme et d'un monde «plus civilisé» ? C'est une autre question.

Introduction

Dans une étude récente, « ***Y a-t-il une « menace » chinoise ?*** » (mars 2004) (1), nous nous étions interrogés sur la réalité et l'étendue d'une compétitivité commerciale supérieure des produits et services chinois, compétitivité appréciée non seulement dans ses caractéristiques actuelles, mais aussi dans une perspective à 20 ans. Dans cette analyse, nous avions donc évalué la probabilité qu'à terme cette compétitivité supérieure puisse concerner une très large gamme de produits et services allant de produits basiques (type textiles, chaussures, etc.), à la compétitivité assise principalement sur un coût du travail peu qualifié particulièrement bas, jusqu'à des produits de haute technologie (informatique, technologies de la communication, aéronautique, spatial, nucléaire civil, etc.) pour lesquels une compétitivité durable implique de surcroît de fortes capacités de recherche et d'innovation. En parallèle, une analyse des rapports avec les USA et de la stratégie militaire chinoise était menée

Quelle que soit la difficulté à pénétrer, de l'extérieur, une réalité chinoise particulièrement complexe, où l'information, les données objectives, demeurent largement contrôlées par le régime, où il est difficile de disposer, en toute indépendance, d'analyses fiables, autres que ponctuelles, sur la situation réelle des entreprises, sur les conditions de vie, les espoirs et aspirations économiques et politiques des différentes catégories sociales, ainsi que sur les structures réelles des pouvoirs politique et économique, il nous était cependant clairement apparu que :

1)- La réalité de la compétitivité supérieure de nombre de produits industriels chinois ne pouvait être niée, se traduisant déjà, entre autres, par un excédent de la balance commerciale chinoise (en incluant Hong Kong) envers les USA en 2004 de près de 120 milliards de $. Par ailleurs, le mouvement qui étend cette compétitivité vers des produits plus sophistiqués, à valeur ajoutée plus forte, est en progression rapide, susceptible de poser à l'avenir, dans un contexte de libre échange généralisé, des problèmes majeurs aux outils productifs industriels français et européens, y compris dans leurs points forts actuels ;

2)- Les questions de la nature réelle du régime chinois, de son évolution et de son projet politique débouchaient sur des problèmes géopolitiques essentiels, notamment du fait de la montée en puissance planétaire prévisible, économique et politique, de ce pays.

Dans l'étude qui suit, nous nous efforcerons donc en premier lieu d'analyser plus en profondeur la stratégie économique du régime, en nous appuyant sur l'analyse déjà effectuée dans notre étude précitée, en l'actualisant et en l'approfondissant sur certains points (pour ce qui concerne la stratégie militaire et notamment les rapports avec les USA sur ce plan, nous renvoyons également à cette étude, en rappelant simplement que la Chine a choisi une stratégie de dissuasion nucléaire crédible (missiles, sous-marins nucléaires) et non de course à la puissance militaire face aux USA, ainsi que de constitution d'une force de frappe conventionnelle moderne et puissante (flotte, missiles de croisière) pour être en position de force en cas d'éventuels conflits régionaux (Taïwan)).

Par ailleurs, nous reviendrons également sur la nature du régime chinois, sur son devenir et son projet politique réel, au-delà de la phraséologie officielle. Selon toute probabilité, il s'agit là en effet d'une question économique et politique majeure de la première moitié du XXI° siècle, susceptible de peser à bien des égards sur le devenir de l'humanité et sur les luttes progressistes au cours de cette période et probablement au-delà. La question

---

(1) Voir également l'article portant le même titre, tiré de cette étude et publié dans la revue *« Informations et commentaires - Le Développement en questions » - Décembre 2004*.

fondamentale posée est en clair la suivante : Si la montée en puissance, économique et politique, de la Chine au cours des prochaines décennies ne fait guère de doute pour la très grande majorité des observateurs, est-ce qu'elle s'opérera via un système économique et politique original, une économie « *mixte* » visant à satisfaire des besoins objectifs de développement interne par le biais d'une planification « *souple* », (du type de celle de l'économie française d'après guerre, reprise ensuite par le Japon), capable d'être sur la scène internationale un « *contrepoids* » efficace à l'impérialisme américain et à son unilatéralisme, en y défendant un multilatéralisme de bon aloi, basé sur le respect des principes fondamentaux des relations internationales incarnés par l'organisation des Nations Unies ? Ou bien, au contraire, s'agit-il de la naissance d'une super puissance, dont le développement économique repose déjà en grande part et reposera de plus en plus sur la logique capitaliste néolibérale, mue par l'ambition nationaliste de ses classes dirigeantes de devenir la première puissance planétaire, prioritairement par le moyen d'une conquête de marchés et d'une expansion planétaire des intérêts économiques chinois, et appelée en tant que telle à des relations d'affrontement impérialiste et/ou de compromis de sommet avec les USA.

I.) Stratégie économique du régime chinois

Après avoir procédé à quelques brefs rappels historiques sur les conditions et les orientations initiales du « *décollage économique* » chinois, nous essaierons de dégager les éléments essentiels de ce qui nous paraît être la stratégie économique actuelle du régime, à savoir une politique de croissance industrielle très active, ayant l'ambition de couvrir à l'avenir toutes les branches de produits et de services, basiques ou sophistiqués, tenant déjà ou appelées à tenir une place significative sur le marché mondial, politique appuyée sur la recherche et l'innovation, sur un fort pragmatisme dans la recherche des meilleures structures pour y parvenir, sur une volonté de maintenir en Chine même une forte attractivité pour les investissements capitalistes nationaux et les investissements directs étrangers (IDE), découlant de conditions de surexploitation des salariés (sur cette surexploitation, voir étude « *Y a-t-il une menace chinoise ?* » p. 3 et 4 et II° Partie ci-après) et de rentabilité exceptionnelles.

Cette stratégie repose également sur une insertion progressive, menée avec prudence et habileté, dans les mécanismes d'échange néolibéraux mondiaux (adhésion à l'OMC et au libre échange généralisé que le régime compte bien pleinement utiliser à son profit), insertion privilégiant les relations d'échange asiatiques, ainsi que sur une motivation idéologique à dominante nationaliste pour les chercheurs, les ingénieurs et les salariés qualifiés des grandes firmes, constituée par le défi de s'insérer dans le peloton de tête mondial de leur branche d'activité, voire même d'en occuper le premier rang .

In fine de cette première partie, nous essaierons de faire un premier bilan de la mise en œuvre de cette stratégie économique, en analysant sommairement ses succès, ses difficultés ou ses fragilités et les problèmes économiques planétaires qu'elle est susceptible de soulever.

I.1) Conditions et orientations initiales du « *décollage économique* » chinois

Nous rappellerons brièvement celles-ci : a) décision politique à la fin des années 70 d'abandon de « *l'économie administrée* » et « *d'ouverture* » au capitalisme, motivée par le constat des dégâts tous azimuts de la révolution culturelle, des difficultés du modèle soviétique et symbolisée par la célèbre phrase : « *Peu importe qu'un chat soit noir ou gris, pourvu qu'il attrape les souris* », b) pacte tacite avec la très riche et très influente diaspora chinoise en vertu duquel celle-ci s'engageait à investir dans le développement industriel de la Chine sans remettre en cause, directement ou indirectement, le régime politique dont le caractère autoritaire et le nouveau pragmatisme lui convenaient parfaitement. En contre partie, le pouvoir politique chinois lui garantissait des conditions de rentabilité exceptionnelles pour ses investissements et la possibilité d'une surexploitation très forte des salariés chinois (intensité et durée du travail, faiblesse des acquis sociaux - Voir II° partie « *Evolution des acquis sociau*x » p. 25) liée à une politique fortement répressive à l'égard de toute contestation sociale significative (pour plus de détails sur ce pacte tacite, voir étude précitée « *Y a- t- il une menace chinoise ?* », p. 14 et 15). Ensuite, la diaspora chinoise, bien insérée au sein des classes dirigeantes capitalistes occidentales, s'est portée elle même garante vis-à-vis de ces dernières de la forte rentabilité de leurs investissements en Chine. 30 millions de chinois seraient ainsi « *revenus au pays* » et sont remerciés par le régime au cours de cérémonies officielles (voir Quotidien du peuple du 21.07.04).

Si les premières phases du « *décollage économique* » chinois ont été conformes au modèle classique de tout pays émergent garantissant aux investisseurs extérieurs de très bonnes conditions de rentabilité, du fait notamment d'une main d'œuvre à coût salarial très faible, par délocalisation ou sous-traitance de fabrications de produits basiques (vêtements, chaussures, etc.) ou d'assemblage de composants (type matériel électrique ou électronique) qui représentent toujours actuellement une part importante de la production industrielle

chinoise, la stratégie économique de ce pays est dorénavant d'une toute autre envergure, comme nous allons le voir ci-après.

I.2) Une politique stratégique de croissance industrielle rapide dans un maximum de branches

Cette ambition de couvrir un maximum de branches industrielles et de services est particulièrement visible dans les orientations de la recherche technologique chinoise qui ne s'interdit aucun domaine d'activité, y compris ceux les plus avancés (outre le spatial et le nucléaire, les supercalculateurs, les nanotechnologies (100 Instituts de recherche), les biotechnologies, les composants électroniques, les logiciels informatiques, etc., voient la recherche chinoise se déployer avec d'importants moyens, matériels et humains, et marquer ses premiers points de niveau mondial, en association ou même seule). Malgré le caractère élitiste des niveaux supérieurs du système éducatif, la taille du pays fait que les chercheurs et ingénieurs chinois, nombreux (Selon le « *Wall Street Journal* » du 5 mai 05, la Chine formerait actuellement quatre fois plus d'ingénieurs que les USA), de très bon niveau, notamment en mathématiques, fort bien payés à l'échelle du pays, mais internationalement bon marché, deviennent un élément d'attractivité et conduisent nombre de firmes étrangères à ouvrir des centres de recherche en Chine (Boeing, Microsoft, Alcatel, Siemens, Sony, Ciba, etc., au total plus de 700 centres de recherche), accélérant ainsi les transferts de technologie.

Suivant la voie ouverte par le Japon, la Corée du Sud, voire Taiwan, qui constituent à coup sûr pour le régime chinois, bien que le sujet ne soit jamais évoqué, des modèles régionaux de développement industriel rapide et diversifié (2), celui-ci ambitionne manifestement à terme de **jouer les premiers rôles mondiaux dans un maximum de branches industrielles et d'activités de services.**

La manière dont IBM a été amenée à céder sa division PC à Lenovo, grande entreprise chinoise, illustre cette stratégie. Dans un premier temps, IBM, face à une concurrence agressive, tente d'abaisser ses coûts techniques en faisant fabriquer de plus en plus de composants de ses ordinateurs en Asie du Sud-Est et notamment en Chine. Progressivement, industriellement, il devient un simple assembleur de ces composants. Parallèlement, dans un parcours d'une rapidité époustouflante (3), Lenovo acquiert la capacité de devenir un fabricant de PC, fournisseur important du marché chinois et s'apprête à faire irruption sur le marché mondial. IBM fait alors l'analyse stratégique qu'elle ne pourra plus être compétitive dans le domaine de la fabrication des PC face à des firmes du type Lenovo, qu'en continuant elle va perdre de l'argent et préfère donc se retirer en cédant sa division PC pour un bon prix à Lenovo. Avec des modalités un peu différentes, de la même manière Thomson a cédé le contrôle de son activité fabrication de téléviseurs grand public à TCL. Ce genre de processus risque de se reproduire à terme pour un grand nombre de produits et de branches industrielles (voir notre étude précédente à propos de l'aéronautique et de Boeing).

Le volontarisme de cette politique de croissance industrielle se traduit par un ratio

---

(2) Par exemple, il est assez clair que la *« Commission centrale d'Etat pour le commerce et l'industrie* » chinoise ressemble fort au MITI japonais et s'est vue attribuer des compétences d'orientation stratégique et de tutelle sur les différentes branches industrielles tout à fait similaires à celles de ce dernier.

(3) Création de l'entreprise, privée, en 1984 (ancien nom Legend) par 11 techniciens de l'Académie des sciences, comme distributeur de PC IBM et périphériques HP ; première ligne de fabrication complète de PC lancée en 1990 ; 1994, introduction à la bourse de Hong Kong ; 1997 premier million de PC fabriqués ; 2004 - 2005 gamme complète d'ordinateurs de bureau et portables, imprimantes, téléphones portables et rachat de la division PC d'IBM.

exceptionnel du montant des investissements sur le PIB, de l'ordre de 45 %, qui traduit un très fort taux d'accumulation interne et aboutit aux rythmes de croissance annuels de 9 à 10 % que connaît la Chine. Même si les IDE sont importants qualitativement (transferts de technologie, gains de productivité), ils ne représentent qu'un tiers de la croissance globale chinoise, mais ils jouent un rôle décisif dans la croissance des exportations. Rappelons aussi que la diaspora joue un rôle majeur dans ces IDE (financés à 70 % par elle en 2004 – Quotidien du peuple 21.07.04) et qu'elle est partie prenante de la stratégie économique du régime.

I. 3) Un pragmatisme fort dans les structures d'entreprises (publiques, privées, locales, régionales, nationales) ou d'intervention du capital étranger

Au départ du « *décollage économique* », avec un nombre très élevé d'entreprises possédées par l'Etat ou les collectivités territoriales, il avait paru se dessiner une politique obligeant systématiquement le capital étranger à intervenir par associations (joint-ventures) équilibrées entre firmes chinoises et firmes étrangères, ce qui a pu conforter, du fait aussi de l'étiquette « *communiste* » du régime, l'idée d'une Chine ne recourant au capital étranger que pour moderniser son économie, tout en poursuivant un projet d'inspiration socialiste. Depuis, la situation a largement évolué. Toutes les structures d'entreprises coexistent, publiques nationales ou territoriales, privées locales et nationales, avec participation éventuelle du capital étranger qui peut désormais y être majoritaire, associations de firmes étrangères et de firmes nationales où le capital étranger peut dominer, filiales à 100 % de multinationales étrangères. Dans la dernière période, **des dispositions de « *démonopolisation* » de secteurs industriels** (4) **jusque là tenus par des monopoles publics chinois ont été prises, ouvrant la voie à la pénétration d'entreprises privées dans les dits secteurs**. Le secteur bancaire, public à près de 98 %, va faire l'objet d'ouvertures aux capitaux privés nationaux, voire même étrangers. Récemment, un article du « *Quotidien du peuple* » (21.04.05) s'inquiétait du fait que désormais 70 % des IDE s'effectuaient dans des filiales à 100 % de groupes étrangers (filiales au nombre de 27.000 désormais), ce qui affaiblissait fortement les transferts de technologie vers les sociétés chinoises et pouvait aboutir à de véritables monopoles étrangers de technologies avancées sur le marché chinois.

Les critères de choix de structures ne paraissent plus être d'inspiration progressiste au sens européen, du type importance relative et finalité différente du secteur public par rapport au secteur privé, mais plutôt d'inspiration nationaliste, du type importance des capitaux nationaux, publics ou privés, notamment dans les secteurs considérés comme stratégiques (énergie, transports, telecoms, spatial, défense, etc.) par rapport aux capitaux étrangers. **Le modèle de gestion de type néolibéral des entreprises s'étend désormais partout, avec plus ou moins de succès ou de résistances, notamment dans les entreprises publiques. Au sein de ces dernières, ce modèle de gestion a abouti à des licenciements très importants (40 millions de salariés depuis 10 ans, 10 millions seraient encore à licencier), véritables catastrophes pour les personnels concernés et leurs familles étant donné la grande faiblesse des protections sociales.** Par ailleurs, le thème récurrent du néolibéralisme selon lequel seul le secteur privé peut faire preuve d'une véritable dynamique de création d'emplois est de plus en plus repris par le pouvoir chinois et illustré par sa politique concrète (licenciements massifs dans les entreprises publiques et conditions très favorables pour la création et les garanties de rentabilité des entreprises privées, voir § suivant). Il existe certes aussi un dynamisme de création d'entreprises publiques ou mixtes locales, mais il y a de bonnes raisons de s'interroger sur le fait de savoir si elles ne sont pas en fait bien souvent

(4) Selon le Quotidien du Peuple du 20.01.05, cette « *démonopolisation* » concernerait les secteurs de l'énergie, des Telecoms, de l'aviation civile, du cinéma, des services financiers et dernièrement une bonne part des industries de défense (Le Figaro économie 08.06.05).

le paravent de « *l'affairisme* » et de l'enrichissement de cadres locaux de l'appareil politique, dont la corruption est une des plaies du régime. Il est en effet apparemment fort bien porté de devenir multimillionnaire, tout en restant un cadre politique du PCC (voir II° Partie).

I.4) Une volonté de maintenir une forte attractivité pour l'investissement capitaliste, national ou étranger

Deux éléments nous paraissent particulièrement significatifs de cette volonté gouvernementale :

a) **Le maintien de conditions de surexploitation particulièrement fortes** (durée et intensité du travail) pour la majorité des salariés qui ne tirent guère profit de l'accumulation forcenée de valeur ajoutée nationale. Seuls, les cadres, ingénieurs et chercheurs, techniciens que l'on ne peut dynamiser par la contrainte, mais qui s'auto-exploitent via des stimulants idéologiques (défis de maîtrise des technologies avancées, de voir leur entreprise parvenir aux premiers rangs mondiaux – voir **I.5** ci-après) bénéficient de salaires confortables pour le pays. Parallèlement, une politique gouvernementale de répression très active se poursuit contre toute tentative collective de réagir face à cette surexploitation ou face aux licenciements collectifs (voir Partie **II.** ci-après).

b) **La faiblesse des prélèvements fiscaux sur les revenus du capital est aussi significative**. Les bénéfices des entreprises sont très peu imposés et les prélèvements de protection sociale sur les dits revenus, variables selon les régions, sont en général faibles (exception Shangai). Parallèlement, on peut dire qu'il n'y a pas de volonté de liquidation du secteur public en tant que tel comme dans d'autres pays, mais une volonté de le rendre rentable au sens néolibéral du terme afin qu'il ne pèse plus sur le secteur bancaire public et qu'il puisse, le moment venu, trouver des sources de financement en bourse. Au contraire, un certain nombre de grands groupes publics (on parle de 150) sont apparemment appelés à devenir des groupes multinationaux se finançant progressivement, au moins en partie, sur les marchés financiers internationaux. La situation financière de ces grands groupes publics s'est nettement améliorée et la plupart connaissent désormais des taux de croissance significatifs.

C'est une situation qui rappelle, à certains égards, la phase gaullienne (années 60) de l'évolution du capitalisme français et ses ambitions industrielles (à l'époque) d'indépendance stratégique nationale et de renforcement du poids de la France dans le monde.

I.5) Une insertion progressive dans les mécanismes d'échange néolibéraux mondiaux (OMC, organisations de concertation économique régionale)

La politique chinoise en ce domaine nous paraît marquée par les traits principaux suivants :

- **Une volonté d'exploiter pleinement les possibilités d'expansion commerciale que lui offre la mondialisation du libre échange**, étant donné la compétitivité supérieure de nombre de ses productions. Confiant dans cette compétitivité, immédiate et à plus long terme, le régime chinois est devenu un ardent défenseur du libre échange généralisé que la presse officielle chinoise défend dans de nombreux articles, attaquant même, ce qui ne manque pas de piquant, les réactions protectionnistes des USA et de l'UE face à l'irruption des produits chinois.

- **Une certaine prudence dans cette insertion**, motivée à la fois par le souci de ne pas alimenter exagérément certaine réactions protectionnistes qui mettraient en péril sa stratégie globale et celui de ne pas perdre le contrôle de son économie de par l'adoption trop rapide de

certains mécanismes néolibéraux, type libre circulation des capitaux ou liberté des changes. Elle continue ainsi à défendre « *l'ancrage* » fixe de sa monnaie sur le dollar et résiste aux pressions de Washington pour sa réévaluation, pressions qui s'accentuent devant l'envahissement du marché US par les produits chinois, notamment, depuis l'expiration de l'Accord multi-fibres, par les produits textiles. Ainsi, elle a d'elle-même instauré en début d'année une taxe sur ses propres exportations de produits textiles. Il s'agissait essentiellement d'un geste politique, vu la modicité de cette taxe qui n'affectait guère la compétitivité des produits chinois. Depuis, vu l'accentuation de la pression des USA et de l'UE à propos du textile, le gouvernement chinois a, dans un premier temps, élargi le champ de ces taxes et accru leur montant, avant de les supprimer à nouveau, devant le maintien d'instances contentieuses par les USA et l'UE. Cette dernière a signé depuis avec Beijing un compromis douteux qui freine la croissance des exportations chinoises, mais seulement jusqu'en 2008.

- Par contre, autant le régime chinois paraît préoccupé par les réactions des USA et de l'UE, autant il paraît totalement indifférent aux conséquences dramatiques que le libre échange mondialisé dans le textile a déjà et va avoir pour les industrialisations fragiles dans cette branche industrielle, nées à l'abri de « *l'Accord multifibres* », d'un certain nombre de pays du « *Sud* », type Maroc, Tunisie, Egypte, Turquie, Vietnam, etc. Aucun de ces pays n'est et ne pourra être réellement compétitif face à la Chine. La situation du Vietnam paraît à cet égard tout à fait problématique et illustrative de la catastrophe économique qui menace tous ces pays. Selon l'AFP (29.05.05), le Vietnam exportait en 2004 4,3 milliards de $ de textiles dont 2,4 vers les USA et 726 millions vers l'UE, ce qui représentait de précieuses ressources en devises. Mais cette branche d'activité a des handicaps structurels vis-à-vis de la Chine : importation de 80 à 90 % de ses matières premières, une course à la compétitivité avec ce pays soit par baisse de salaires déjà très bas, soit par amélioration de la productivité technique est perdue d'avance et aurait des conséquences économiques et sociales graves, un déplacement vers des gammes de produits plus sophistiqués n'a pas grand sens car la Chine est déjà sur cette piste, etc.

La Chine a adhéré à l'OMC, mais n'est pas encore classée comme « économie de *marché* », ce qui lui permet d'échapper pour l'instant à certaines règles de cette organisation et à certaines réglementations américaines (loi anti-subventions notamment). Mais, paradoxalement, elle n'a de cesse de se faire reconnaître par de nombreux pays de la zone asiatique comme « *une économie de marché* » de plein exercice, ç à d. en fait, après une période de transition, comme une économie capitaliste à part entière, pleinement soumise à l'ensemble des règles néolibérales.

Au total, nous nous trouvons là, nous semble-t-il, devant une orientation stratégique fondamentale du régime chinois. Tout en procédant avec prudence afin de ne pas perdre le contrôle de sa situation économique, il s'appuie de plus en plus sur les règles du jeu néolibérales, en particulier sur le libre échange mondialisé, pour développer sa montée en puissance économique planétaire et il est prêt apparemment à en accepter progressivement la contre partie, à savoir l'application des dites règles du jeu au sein de sa propre économie.

Par ailleurs, il existe une forte dimension régionale dans cette stratégie d'insertion. Le régime chinois est très actif vis-à-vis des organismes de concertation économique régionaux type ASEAN (Sud-Est asiatique). Il participe au dialogue ASEAN, Japon, Corée du Sud, et s'est fait reconnaître comme un partenaire à part entière par toutes ces instances. D'autre part, dans sa phase actuelle de croissance industrielle rapide, où il est un fort importateur de biens d'équipement et de matériels destinés à la production industrielle, il privilégie les achats au Japon et en Corée du Sud qui figurent parmi les seuls pays à maintenir une balance commerciale excédentaire avec la Chine. Celle-ci entraînera probablement en fait sur le long

terme, dans le cadre de sa montée en puissance économique planétaire, ces deux pays dans son orbite économique. Elle se donne aussi grâce à cette orientation un élément d'autonomie économique supplémentaire vis-à-vis des USA. Elle se prononce également pour la constitution à terme d'un marché commun asiatique, type UE, où régnerait le libre échange et ambitionne manifestement d'occuper une position centrale dans ce futur ensemble économique régional, d'une taille largement supérieure à celle des USA ou de l'UE et figurant donc à la première place mondiale.

I.6) La mise en œuvre de stimulants idéologiques à base nationaliste en direction des salariés des entreprises les plus importantes et notamment des salariés les plus qualifiés

En ce domaine, incontestablement, on assiste à la mise en œuvre d'orientations politiques décidées nationalement visant à la fois **à développer le patriotisme d'entreprise et à diffuser l'ambition nationaliste de « *partir à la conquête du monde* »**. Une émission récente d'Arte (19 avril 2005) montrait le rôle du PCC à l'entreprise en ces domaines : réunion des cadres, hymne national, mots d'ordre « *se surpasser, construire une multinationale, conquête du monde* ». Là aussi, le parallélisme est frappant avec les méthodes de stimulation idéologique utilisées depuis des décennies dans les entreprises japonaises ou coréennes. Dans la même émission, un chercheur de TCL expliquait que sa motivation était de dépasser le Japon ou la Corée.

Si l'idée de souder le collectif d'entreprise autour d'un projet ambitieux n'est pas à rejeter a priori, tout dépend du projet. Exalter des projets à base idéologique nationaliste de « *conquête du monde* » nous paraît dangereux, et cela sert aussi à faire passer des conditions de surexploitation (dans la même entreprise, TCL, qui n'est sûrement pas la pire, une ouvrière témoignait de ses onze heures de travail journalières, de son salaire mensuel de 100€ et de son hébergement à douze personnes dans une chambre à côté de l'usine).

I.7) Essai d'établissement d'un premier bilan de la mise en œuvre de cette stratégie économique

Bien que cela soit passablement artificiel de séparer l'économique du social, nous nous en tiendrons cependant ici à une appréciation à dominante économique de la mise en œuvre de cette stratégie, étant entendu que les aspects sociaux et politiques seront plutôt traités dans la deuxième partie de cette étude consacrée à l'analyse du projet politique chinois.

Nous analyserons donc en premier lieu les succès et difficultés actuels de cette stratégie et ensuite les problèmes qui peuvent en découler à moyen et long terme.

I.7.1) Evaluation des succès de cette stratégie économique

L'élément positif le plus évident de cette stratégie est la forte croissance macroéconomique du pays avec des taux de progression moyens de 9 à 10 % annuels depuis près d'une quinzaine d'années. Même le Japon, dans sa période de croissance la plus dynamique, n'atteignait pas de tels rythmes. Les résultats sont en tout cas spectaculaires. Selon la CIA, en parité de pouvoir d'achat (avec le correctif que ce critère reste discuté et que le PIB ne recouvre pas toutes les caractéristiques de la puissance d'une économie), le PIB chinois est le deuxième du monde avec 7.200 milliards de $, derrière les USA (11.700 milliards de $) et devant le Japon (3.700 milliards de $), rappel Allemagne 2.300 milliards de $, France et Royaume-Uni 1.700 milliards de $ chacun. Si les rythmes actuels perdurent (mais ce n'est pas certain, comme nous le verrons plus loin), le rattrapage effectif, en parité de pouvoir d'achat, du PIB des USA pourrait effectivement avoir lieu dès 2015-2020. **Cette croissance a été surtout tirée par l'industrie**, ce qui signifie, étant donné le poids d'une agriculture (50 % de la population active) qui a cru bien plus faiblement, que les taux de croissance annuels

industriels ont souvent dépassé dans nombre de branches 20 à 25 % ((taux de croissance de la production industrielle en 2004, 17 %, selon la CIA).

Elle n'est pas majoritairement due, malgré les apparences, à l'importance des IDE en Chine, (quels que soient les éléments positifs de leurs apports, comme nous l'avons indiqué plus haut, en matière de transferts de technologie, d'amélioration de la productivité globale et de croissance des exportations), mais à **une politique industrielle nationale volontariste, financée par un taux d'accumulation interne particulièrement élevé lié à l'importance de l'épargne nationale, à la surexploitation et aux taux de rentabilité exceptionnels des entreprises performantes et à l'incitation au réinvestissement des profits qui en découle. Parallèlement, le régime chinois est en train, sous la pression des exigences de cette croissance exceptionnelle, de jeter les bases (infrastructures énergie, transports, investissements importants dans les outils d'éducation et de formation, de recherche et d'innovation) d'un développement de grande envergure, de nature à lui ouvrir la possibilité de rejoindre, à échéance de quelques décennies, le peloton des nations développées**.

Les retombées économiques et sociales pour l'ensemble de la population chinoise sont complexes et nous les détaillerons dans la deuxième partie. Nous nous contenterons de noter ici, sur un plan global, qu'environ 200 à 250 millions de chinois, essentiellement dans les zones côtières de l'Est et dans la région de Beijing (entrepreneurs, commerçants, cadres, ingénieurs, chercheurs, techniciens, salariés très qualifiés) sont rentrés dans un mode de vie à l'occidentale, avec, en parité de pouvoir d'achat, un niveau de vie moyen probablement à peu près équivalent à celui des pays européens les moins développés. L'estimation globale d'un PIB par tête d'habitant équivalent désormais à 1.000 $, (5.000 $ en parité de pouvoir d'achat selon la CIA) n'a en effet pas grand sens en Chine, étant donné l'importance des inégalités et de la masse paysanne pauvre. En dehors de ces 200 à 250 millions de chinois, très privilégiés pour une toute petite minorité extrêmement riche, plus relativement pour les autres, le bilan social est nettement plus mitigé (avancées et reculs) pour le reste de la population, étant donné le mode de développement choisi. Nous y reviendrons un peu plus loin.

Sur le plan du commerce extérieur, le succès paraît, là aussi, à première vue, indiscutable. La Chine dispose désormais de réserves de change parmi les plus élevées au monde (en incluant Hong Kong, près de 540 milliards de $ en 2003 (source CIA), près de 659 milliards de $ actuellement – New York Times (NYT) 10.06.05), liées à la compétitivité supérieure de nombre de produits fabriqués en Chine qui envahissent progressivement les marchés mondiaux. Vis-à-vis des USA, l'excédent de la balance commerciale chinoise (y compris Hong Kong) atteint plus de 120 milliards de $, mais celle-ci reste déficitaire vis-à-vis du Japon et de la Corée du Sud (voir plus haut) et globalement, en 2004, à plusieurs reprises, l'excédent global s'est considérablement affaibli, s'annulant même temporairement parfois. Par ailleurs, il faut bien comprendre le sens des flux commerciaux Japon, Corée du Sud - Chine - USA. Outre les ventes de biens d'équipement et de matériels destinés à la production industrielle, le Japon et la Corée du Sud vendent à la Chine des composants et produits semi-finis qui sont ensuite assemblés en Chine et exportés aux USA notamment. Donc, l'énorme excédent commercial chinois vis-à-vis des USA est, en fait, en partie japonais et coréen. Il faut noter aussi qu'en 2004, 60 % des exportations chinoises sont le fait d'entreprises contrôlées par des capitaux d'origine étrangère, ce qui induit en principe une certaine fragilité et la possibilité de pressions, économiques et politiques. Mais il faut immédiatement nuancer, car cette part de 60 % inclut les IDE de la diaspora qui est, comme nous l'avons déjà noté, partie prenante de la stratégie économique globale chinoise.

I.7.2) Les difficultés et les fragilités économiques

Si les problèmes les plus importants nous paraissent être sociaux et politiques, il n'en demeure pas moins que sur un plan strictement macro-économique, l'importance de ce taux moyen de croissance a mis à jour des fragilités et des difficultés qui risquent de s'amplifier. Elles tiennent, selon nous, à quatre causes principales : un volontarisme de l'investissement industriel insuffisamment planifié, une évolution de l'agriculture qui risque de poser de très sérieux problèmes, une trop forte dépendance à la logique capitaliste néolibérale et au libre échangisme avec les tensions externes et internes qui pourraient en découler. Par ailleurs, cette croissance très rapide risque, étant donné la taille du pays et la manière dont cette croissance s'opère, avec la plupart des tares et gaspillages du modèle de croissance capitaliste néolibéral, de hâter les échéances de problèmes planétaires majeurs (« effet de serre », limites des disponibilités planétaires en hydrocarbures et matières premières). Ceux-ci pourraient conduire, assez rapidement, à des situations de contrainte, soit par les niveaux de prix, soit du fait de régulations internationales, avec des retombées fort coûteuses sur le développement chinois.

a) Un volontarisme de l'investissement industriel insuffisamment planifié

La décision de principe de départ d'abandonner l'économie administrée et de confier à un dynamisme de marché de type néolibéral un rôle essentiel dans la croissance macro-économique a laissé la Chine dans une certaine déficience quant aux instruments de pilotage globaux de la dite croissance, et notamment quant à la planification prospective des infrastructures nécessaires à celle-ci. En ce qui concerne les investissements de production énergétique et de transports, le régime court donc après la demande, ce qui provoque des déficiences chroniques dans l'alimentation en énergie des outils de production, avec délestages épisodiques dans certaines zones, des goulots d'étranglement dans les transports de marchandises. **On assiste donc au paradoxe de voir un pays de tradition antérieure planificatrice manifester une incapacité à anticiper convenablement ses besoins en énergie et infrastructures de transport**, alors que les pays capitalistes voisins, Japon, Corée du Sud qui ont connu, eux aussi, des phases de croissance forte, qui ne disposaient pas de ressources énergétiques propres, n'ont jamais eu ce type de difficultés. Enfin, **cette croissance industrielle rapide s'effectue sans réelle maîtrise de ses conséquences environnementales négatives** (pluies acides, pollution des fleuves, etc., sans parler de « l'effet de serre » sur lequel nous reviendrons.)

Par ailleurs, il y a apparemment dans certains secteurs industriels (acier, métaux en général) une certaine « *surchauffe* » de l'investissement avec création de capacités de production excédant la demande, le gouvernement n'arrivant pas, du moins en apparence, à contrôler ces processus. La nécessité de « *maîtriser la croissance* », de revenir à des taux de croissance un peu plus modérés, pour que l'intendance suive en quelque sorte, revient périodiquement dans les déclarations officielles, mais sans grand résultat concret. Il n'est pas très aisé de comprendre les raisons réelles de la contradiction entre, d'une part, le fait que le crédit national est quasiment à 100 % public, que tout investissement industriel notable nécessite un accompagnement en infrastructures diverses faisant nécessairement intervenir les pouvoirs publics et, d'autre part, une certaine difficulté du pouvoir central à maîtriser la situation. Nous voyons à cela deux explications possibles qui peut-être se complètent. La première est que si le pouvoir en Chine est en principe unifié sous l'égide du PCC dont les instances centrales décident en dernier ressort, la réalité est qu'il y a **des pouvoirs locaux, provinciaux notamment, dans les régions les plus dynamiques et les plus riches, qui sont de véritables puissances, de véritables clans ayant la haute main sur les régions concernées, un certain degré d'autonomie et qui décident eux-mêmes du feu vert à certains investissements**. La deuxième est que le pouvoir central ne s'en émeut pas

réellement, car avec de tels taux de croissance, les capacités excédentaires d'aujourd'hui seront nécessaires demain, sans compter que tout ralentissement de la croissance mettrait en péril la nécessité impérative de créer à terme des dizaines, voire des centaines de millions d'emplois nouveaux (voir § suivant sur l'évolution de l'agriculture).

b) L'évolution de l'agriculture chinoise

L'agriculture est manifestement un secteur en panne relative, elle n'est pas au cœur de la stratégie économique du régime et, en conséquence, les medias officiels en parlent fort peu (tendance à cacher sous le tapis ce qui ne va pas). Ce qui ne veut pas dire qu'elle n'est pas un sérieux sujet de préoccupation pour le pouvoir chinois. Pour nous en tenir à l'essentiel, les paramètres principaux de l'agriculture chinoise (5) nous paraissent être les suivants :

- Depuis la « *décollectivisation* » de l'agriculture, qui s'est traduite par le fait que, **si la propriété collective de la terre reste la règle, « *l'appropriation familiale* » de celle-ci est redevenue possible via des baux de longue durée (30 ans), il y a eu une progression indéniable de la production agricole**. Dépassant le but quantitatif de l'autosuffisance en grands produits de base (riz, blé), celle-ci s'est nettement diversifiée pour mieux répondre à la demande avec une forte production de volailles, œufs, viande de porc, produits aquatiques (mer et eau douce) permettant une amélioration en protéines de l'alimentation chinoise et faisant reculer le spectre des insuffisances alimentaires. Cependant, depuis le milieu des années 90, cette progression bute sur des difficultés structurelles. La production de grains (riz, blé, maïs) a reculé de 500 millions de tonnes à la fin des années 90 à 450 millions de tonnes en 2002, essentiellement par diminution des surfaces consacrées à ces productions, jugées insuffisamment rentables. La Chine est redevenue importatrice nette de blé, de coton, de soja. Par contre, les autres productions (volailles, porc, œufs, produits aquatiques) poursuivent leur progression et ont permis de parvenir à une alimentation mieux équilibrée.

Malgré ces acquis, **la différence de niveau de vie entre les zones rurales et les zones urbaines côtières n'a cessé de se creuser** et les handicaps spécifiques de l'agriculture chinoise pèsent de plus en plus dans cette évolution défavorable. Ceux-ci sont connus : déficit en terres cultivables situées dans leur majorité à plus de 500 m. d'altitude, détérioration de ces terres par l'érosion, la déforestation, la pollution (pluies acides), grignotage de celles-ci par l'urbanisation et l'industrialisation, manque d'eau chronique dans les plaines du Nord où se situe la majorité du domaine cultivable. 800 millions de personnes vivent dans les zones rurales et près de 50 % de la population active, 365 millions de personnes, travaille dans l'agriculture. La résultante de cet ensemble de facteurs est une taille moyenne des exploitations agricoles de 0,5 ha. Sur des superficies aussi réduites, les progrès de productivité sont difficiles, l'activité agricole relevant en grande part d'un jardinage non mécanisé basé sur des savoirs séculaires relativement efficaces, avec une importante dimension d'autosuffisance. Par ailleurs, ces productions posent de nombreux problèmes de sécurité sanitaire et les exportations de volailles, œufs, essentiellement vers la Corée et le Japon, sont limitées.

En ce qui concerne l'évolution de l'agriculture, il existe donc, selon nous, **une contradiction majeure, économique et sociale, très difficile à résoudre dans le mode de développement à dominante néolibérale choisi par le régime** et qui peut être résumée de la manière suivante :

- Pour effectuer des progrès de productivité sensibles, qui rapprochent à terme la Chine des normes de productivité et de sécurité alimentaire agricole occidentales et qui soient de nature à autoriser des élévations sensibles du niveau de vie des agriculteurs chinois, ainsi que des

---

(5) Eléments d'information tirés des notes de synthèse de la Mission économique de l'Ambassade de France, ci-après dénommée **MEAF**, à Beijing qui effectue un excellent travail d'information sur l'économie chinoise

exportations agro-alimentaires significatives et diversifiées, il est impératif d'augmenter la taille des exploitations agricoles. Si l'on veut garder l'appropriation familiale des terres, cela veut dire qu'il faut rebâtir un système efficace de coopératives au niveau des villages (à noter quelques cas d'évolution de ce type, mentionnés par la MEAF, avec les contrats de livraison de productions passés par des firmes agro-alimentaires des régions côtières avec des villages entiers des dites régions). Mais, si l'on se rapproche des normes de productivité agricole occidentales, **cela va conduire à une énorme vague de suppressions d'emplois dans l'agriculture**. Aux 170 millions de personnes actuellement en état de sous-emploi dans les zones rurales (chiffres MEAF), s'ajouteraient alors 100 à 200 millions de personnes supplémentaires (rappel utile, la France est une grande puissance agricole avec seulement 3% de la population active dans ce secteur d'activité), que le mode de développement néolibéral du reste de l'économie serait incapable d'absorber (faiblesse relative des créations nettes d'emploi, voir II° partie).

- Si l'on s'en tient au statu quo actuel, ce qui paraît être le choix présent du régime même s'il est agrémenté de quelques mesures destinées à éviter de trop fortes tensions (diminution des impôts frappant les agriculteurs, amélioration de certains prix, efforts d'implantation d'autres activités dans les zones rurales), **l'écart continuera à se creuser avec les zones urbaines les plus développées**. Il nous paraît impossible, alors que la télévision montre désormais jusqu'au fin fond des provinces agricoles la manière dont on vit à Shanghai, que les nouvelles générations acceptent encore longtemps le mode de vie ancestral de masses paysannes restées très pauvres. **Il y aura donc, tôt ou tard, un exode rural de masse, très difficile à gérer et socialement explosif si les orientations actuelles de développement sont maintenues.**

Par contre, l'entrée dans l'OMC et la possibilité d'importation de certains produits agro-alimentaires à bas prix ne paraît pas avoir jusqu'ici apporté de perturbation majeure dans l'agriculture chinoise.

c) Les retombées négatives d'une trop forte dépendance à la logique capitaliste néolibérale et au libre échangisme

Le choix politique initial fait par le régime de laisser la logique capitaliste néolibérale, et notamment celle guidant les choix d'implantation des IDE, dominer le développement du pays a déjà eu, indépendamment de graves dommages sociaux sur lesquels nous reviendrons dans la deuxième partie, **de sérieuses conséquences sur l'aménagement du territoire**. Le développement industriel, dans lequel ces choix d'implantation et l'optimisation des capacités d'exportation ont joué un rôle décisif, s'est logiquement concentré dans diverses zones côtières de l'Est, car elles offraient les perspectives de profit les plus élevées. Par contre, **l'adoption du modèle de gestion néolibéral dans les provinces de l'intérieur abritant les industries traditionnelles a conduit à des restructurations de grande ampleur qui ont sinistré économiquement et socialement ces régions**. Enfin, et indépendamment des problèmes spécifiques de l'agriculture, l'ouest du pays est resté très largement à l'écart du mouvement d'industrialisation car ses handicaps intrinsèques selon la logique néolibérale (éloignement de la côte, insuffisance des infrastructures de transport jusqu'à celle-ci) ont été jusqu'ici considérés comme rédhibitoires. Globalement l'aménagement du territoire est très déséquilibré.

C'est, dans les cercles intellectuels forts restreints où se mènent des discussions sur la politique du régime, un sujet de vifs débats entre les « *néolibéraux* », élevés à la potion magique occidentale, partisans de laisser jouer sans aucune entrave les mécanismes du « *marché* » et les partisans de la « *nouvelle gauche* », nettement critiques à propos de ces retombées négatives de la politique officielle et de ces déséquilibres (voir II° Partie). **Le régime est lui-même manifestement préoccupé par les dangers de déstabilisation qui**

découlent de cette situation et s'efforce d'inciter à des implantations « *à l'Ouest* » des entreprises en développant un programme ambitieux d'amélioration des infrastructures de transport (autoroutes, chemins de fer) et éducatives, mais il n'impose apparemment rien, même aux entreprises publiques.

Aussi les résultats paraissent jusqu'ici modestes et fragmentaires, certains groupes occidentaux acceptant désormais d'investir, au moins partiellement, à l'Ouest, mais plutôt pour se faire bien voir du régime et obtenir d'autres faveurs que par réel intérêt économique.

Par ailleurs, la stratégie économique à la base de l'ambition de puissance planétaire chinoise, fondée sur la conquête sans rivages de marchés commerciaux extérieurs et l'expansion internationale de multinationales chinoises va se heurter rapidement, nous semble-t-il, à deux difficultés principales :

1)- La forte croissance chinoise, la coexistence de modes de production et de consommation néolibéraux gaspilleurs de produits finis et de modes de production anciens gaspilleurs de matières premières et d'énergie a déjà induit une forte augmentation des importations chinoises d'hydrocarbures et de diverses matières premières industrielles qui, étant donné le poids économique global du pays, tend en retour à provoquer des augmentations sensibles des prix mondiaux de ces produits (augmentation du prix du minerai de fer de 71 % en 2004 - Quotidien du peuple 9.06.05) et donc une détérioration de la balance commerciale chinoise. En particulier, l'accroissement continu du parc automobile sans efforts particuliers pour diminuer la consommation unitaire des véhicules ou pour l'adoption d'autres modes de transport provoque déjà une très forte augmentation de la demande chinoise de pétrole, alors même que d'ici 10, 15 ans l'offre planétaire de pétrole va décrocher de la demande, d'où envol des prix, etc. Le processus risque de mener à une fuite en avant où il faudra toujours plus d'exportations pour payer des factures d'importation croissantes. Nous reviendrons sur ce point au § **d)** ci-après.

2)- L'option prise d'une forte percée sur les marchés extérieurs à partir d'une compétitivité supérieure et d'une expansion des multinationales chinoises suppose une pérennité sans faille et sans entraves du libre échange mondialisé. Elle néglige deux éléments fondamentaux :

- Le premier est que le libre échange globalisé et universel n'est en réalité qu'un mythe qui n'est promu qu'à condition qu'il soit profitable aux classes dirigeantes capitalistes dominantes, en l'occurrence celles des USA, des pays les plus puissants de l'UE, du Japon. La classe dirigeante américaine n'hésite pas d'ailleurs à adopter des mesures protectionnistes chaque fois qu'elle le juge nécessaire. C'est ce qu'elle vient de faire à nouveau en imposant un quota (7,5 % d'augmentation par rapport à 2004) aux importations de textiles venant de Chine. A cela s'ajoute un bras de fer entre Bush et le Congrès qui menace le Président d'une instauration d'un droit douane de 27,5 % sur les produits chinois si ce dernier n'obtient pas rapidement une réévaluation notable du Yuan. Jusqu'ici, ces réactions sont restées limitées car ces exportations ne touchent pas encore à des domaines d'activité majeurs. **De surcroît, de nombreux grands intérêts capitalistes occidentaux sont partie prenante des profits exceptionnels dégagés en Chine.** Si le paysage se modifiait sérieusement en faveur des intérêts chinois et au détriment d'un plus grand nombre de grands intérêts occidentaux, on peut être certain que l'objectif de parvenir au libre échange mondialisé serait sérieusement revu, voire abandonné, d'autant que risque de s'ajouter le poids d'opinions publiques occidentales qui y sont de plus en plus défavorables, voir l'exemple de l'évolution de l'opinion française face à la « *concurrence libre et non faussée* » au sein de l'UE et à son cortège de suppressions d'emplois, de délocalisations, etc. Idem aux USA où les difficultés nouvelles auxquelles se heurte actuellement (opposition de nombreux parlementaires) le

nouveau projet de traité de libre échange pour l'Amérique centrale (CAFTA) montrent qu'il ne s'agit pas d'une question théorique ou relevant d'une prospective lointaine).

Les USA ont déjà de sérieuses difficultés globales de compétitivité industrielle face aux pays asiatiques et leurs mesures de rétorsion (quotas ou droits de douane) pourraient déclencher une escalade, car les pays asiatiques, essentiellement la Chine et le Japon, financent par leurs achats de bons du trésor US, les deux tiers de l'énorme déficit commercial des USA. De toutes façons, Washington s'efforcera de contrer l'émergence de tout nouveau rival dans la lutte pour la suprématie économique mondiale. **L'arrogance impérialiste américaine selon laquelle nul pays, nulle organisation internationale ne peut dicter quoi que ce soit aux USA risque de se heurter à l'arrogance montante du régime chinois, arrogance qui paraît émerger de sa nouvelle puissance.** C'est une perspective lourde des multiples dangers d'une escalade de mesures réciproques de rétorsion entre deux puissances nucléaires. L'étude de la Rand (« *Interpreting China's Grand Strategy* »), citée dans notre précédente note sur la Chine, avait pleinement perçu ce danger et préconisait une intégration plus poussée de la Chine dans les organismes de concertation au sommet des classes dirigeantes capitalistes (type G8) pour justement éviter cette escalade. Mais la concertation a des limites face à des projets politiques intrinsèquement incompatibles. **Il y a là, selon nous, si les peuples ne s'en mêlent pas, de véritables dangers pour la paix dans le monde et l'avenir de l'humanité.**

d) Le rapprochement d'échéances décisives pour de graves problèmes planétaires (« effet de serre », disponibilités globales en matières premières)

Les pays comme la Chine ou l'Inde n'ont aucune responsabilité historique dans les graves problèmes planétaires que l'humanité va devoir affronter en ce qui concerne « *l'effet de serre* » ou les disponibilités en matières premières, notamment en hydrocarbures. Les gaspillages effrénés qui ont conduit à la situation très préoccupante actuelle ont été, pour l'essentiel le fait des systèmes de production et de consommation des grands pays capitalistes occidentaux et en premier lieu des USA (même si l'URSS, à l'époque, a apporté sa pierre à ce gaspillage). Le souhait de la Chine, de l'Inde, des autres pays émergents et des PED en général de se développer est absolument légitime et cela ne peut que se traduire par des consommations d'énergie et de matières premières par tête d'habitant, jusqu'ici très faibles, en nette croissance. Cependant, et quelle que soit l'attitude désastreuse et irresponsable du gouvernement américain refusant d'accepter toute contrainte internationale en la matière (même les dispositions fort insuffisantes du protocole de Kyoto) et laissant se poursuivre les gaspillages énergétiques, le problème est posé à tous les pays (6).

Les choix que vont opérer en la matière des poids lourds potentiels de l'économie mondiale comme la Chine, l'Inde vont donc beaucoup peser. Si leurs choix actuels en matière de systèmes énergétiques, productifs et de modes de consommation négligent le problème, les échéances décisives vont se rapprocher dangereusement et les coûts de reconversion seront alors rédhibitoires. Or, si les déclarations officielles du gouvernement chinois montrent apparemment une certaine prise de conscience du problème avec certains résultats d'amélioration de l'efficacité énergétique de la production, la décision d'accroître le parc de centrales nucléaires et l'éolien, **la priorité des priorités reste une très forte croissance, avec une volonté d'utiliser pleinement les importantes ressources charbonnières**. Aucune

---

(6) Il faut noter toutefois que Washington a entamé un programme très actif de recherche technologique sur la séquestration du CO2 à la sortie des centrales au charbon, que Bush vient d'annoncer une relance d'un nucléaire de quatrième génération, etc. Washington se met donc en position de vendre le moment venu ses technologies énergétiques « propres en CO2 » au monde entier, tandis que l'Europe n'en est qu'aux énergies renouvelables qui ne sont, en l'état actuel des recherches, qu'une solution très partielle au problème posé.

mesure n'est prise pour freiner la croissance actuelle forte du parc automobile ou pour diminuer la consommation en hydrocarbures des véhicules. Il y a aussi beaucoup à faire pour freiner les gaspillages de matières premières. La seule action d'envergure consiste en fait en un déploiement d'efforts tous azimuts pour mettre la main sur des ressources en hydrocarbures dans les pays pétroliers, afin d'échapper à une dépendance trop forte vis-à-vis des multinationales pétrolières occidentales et garantir directement ses approvisionnements (7). Comme nous l'avons déjà noté à propos du pétrole et de la balance commerciale, les coups de bâton en retour sur l'économie chinoise sont un risque sérieux à terme.

En conclusion de cette première partie portant sur une analyse plus approfondie de la stratégie économique du régime chinois, les tendances de fond notées dans notre première étude, à savoir **la mise en œuvre d'une ambition cohérente de « *conquête du monde* »**, nous paraissent confirmées. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres, et, comme nous venons de le voir, les obstacles sont nombreux sur une telle voie. Dans le champ plus spécifiquement social et politique que nous nous efforcerons d'analyser dans la II° Partie, nous verrons qu'en ce domaine également, les projets du régime actuel risquent de rencontrer de très sérieuses difficultés.

II.) Le projet politique

La stratégie économique à long terme du régime chinois actuel, telle que nous pouvons la cerner, en dit déjà long sur ce qu'est en fait son projet politique. Cependant l'analyse menée dans la I° Partie ne permet pas encore, selon nous, de répondre avec certitude à la question initiale posée dans notre introduction, que nous formulerons à nouveau, mais d'une manière un peu différente, ainsi : Est-ce que l'ambition d'expansion économique planétaire à long terme du régime chinois, peu contestable au vu de l'analyse de la I° Partie, vise à **la promotion d'un système économique et politique original, une économie mixt**e, susceptible, du fait de son poids économique mondial, de s'opposer, appuyé par les autres pays émergents et PED, à l'unilatéralisme de l'impérialisme américain en défendant un multilatéralisme basé sur le respect des principes fondamentaux des relations internationales incarnés par l'organisation des Nations Unies , **ou bien s'agit-il de la construction d'un nouvel impérialisme**, lancé à la « *conquête du monde* » en utilisant pleinement toute la panoplie des outils de domination de la logique capitaliste néolibérale et appelé à des confrontations et/ou des compromis de sommet avec l'impérialisme américain.

Pour essayer de répondre à la question, il faut, nous semble-t-il, descendre dans les « *entrailles* » sociales et politiques du régime, ce que nous essaierons de faire ci-après en traitant des thèmes suivants :

- Les caractéristiques essentielles du régime actuel : les principales structures de pouvoir, l'idéologie du régime, ses modèles historiques et son évolution, le Parti communiste chinois (PCC), son évolution et son rôle effectif actuel, le syndicalisme officiel ;

- La situation sociale réelle du peuple chinois ;

- La forte répression ;

---

(7) Voir par exemple l'offre récente d'achat d'Unocal, un pétrolier indépendant US, par CNOOC, troisième société pétrolière chinoise, pour 19 milliards de $ et, entre autres, les efforts de présence chinoise au Soudan, dans la zone de la Caspienne (projet d'oléoduc direct avec la Chine), de conclusion de contrats d'approvisionnements importants en Iran. **L'élection du nouveau président iranien pourrait renforcer un axe Téhéran – Beijing et modifier la donne quant au contrôle du Moyen-Orient pétrolier** .

Enfin, nous nous interrogerons sur la posture internationale du régime et sur la place à donner à celle-ci dans l'analyse de son projet politique.

II.1 Les caractéristiques essentielles du régime actuel

Sur ce point, notre intention n'est pas de décrire de manière exhaustive l'ensemble des caractéristiques du système administratif, politique chinois, mais de mettre à jour les points clefs et les influences historiques qui ont joué un rôle déterminant dans l'évolution du régime et l'élaboration de son projet politique. Comme énoncé plus haut, nous traiterons donc des thèmes suivants :

- Les principales structures de pouvoir, l'héritage historique et la situation actuelle
- L'idéologie du régime, ses composants historiques et son évolution récente,
- Le Parti communiste chinois (PCC), son évolution et son rôle effectif actuel,
- Le syndicalisme officiel,

II.1.1 Les principales structures de pouvoir (héritage historique et situation actuelle)

Les structures du pouvoir en Chine sont la résultante de deux modèles historiques. Le plus ancien est évidemment l'empire chinois, vieux de plusieurs millénaires, qui, après être demeuré durant cette longue période la civilisation la plus avancée et la plus grande puissance mondiale, a raté le virage de la modernisation et est tombé au XIX° siècle sous la coupe des nations occidentales colonisatrices, de l'Angleterre notamment, qui, tout en laissant subsister l'Empire, ont poussé ensuite à sa désagrégation et lui ont infligé des humiliations ressenties comme telles non seulement par le pouvoir d'Empire, mais aussi par le peuple chinois, avec de purs actes de barbarie comme le saccage du Palais d'été commis conjointement par l'Angleterre et la France. A noter également l'humiliation liée à l'invasion et aux actes de barbarie japonais pendant la dernière guerre qui reste un sujet sensible. De même que la révolution bolchevique, malgré son radicalisme du point de vue de l'évolution des rapports sociaux, n'avait pas en fait éliminé le modèle de pouvoir de l'empire tsariste, dont on a retrouvé ensuite de nombreux traits dans le pouvoir stalinien, la révolution maoïste ne semble pas, elle non plus, avoir éliminé de nombreux traits du modèle de pouvoir de l'Empire chinois, aussi bien du point de vue des structures administratives et de diverses institutions que de l'idéologie devant guider la gestion de l'Empire.

Ainsi, sont héritées notamment de **l'Empire chinois** la division en Provinces avec leurs gouverneurs, disposant de certains pouvoirs (exemple, les acquis sociaux varient selon les provinces), des institutions comme le fameux Hu Kou, le permis de résidence conçu à l'origine comme un moyen de contrôle policier des migrations à travers le territoire de l'Empire (même institution dans l'empire tsariste), conservé par le nouveau régime et devenu de fait actuellement un outil de surexploitation, puisque les migrations ne sont plus interdites, mais si l'on ne dispose pas de ce fameux permis, on se retrouve sans droit à la protection sociale, avec des difficultés d'accès à l'éducation, totalement livré à la précarité et à la surexploitation (situation à certains points de vue pire que celle des sans-papiers dans notre pays, qui ont au moins le droit aux soins médicaux). Autre institution héritée de l'Empire, une canalisation de la protestation sociale et/ou politique dans le droit à pétition, toujours pratiqué, mais aux résultats fort aléatoires.

L'autre grand modèle historique du régime chinois est évidemment **le modèle de pouvoir soviétique** des années cinquante dont on retrouve nombre de traits inchangés dans la structure du pouvoir chinois actuel. **Parti communiste au centre des structures de pouvoir et Comité permanent du bureau politique de celui-ci (9 personnes) détenant le pouvoir**

de décision en dernière instance, parti en position de parti unique interclassiste (puisque du fait même qu'il s'agit d'un régime « *communiste* », la lutte des classes est censée avoir disparu - voir aussi l'incitation aux « *entrepreneurs* » à rejoindre le PCC), ne tolérant aucune opposition politique organisée, toute tentative d'en constituer une faisant l'objet d'une répression active (voir in fine). Mais il existe formellement 8 autres petits partis enregistrés qui se situent dans l'orbite du PCC. Démocratie formelle, élection des membres de l'Assemblée Nationale Populaire pour 5 ans (2985 membres) par des Assemblées populaires provinciales, régionales et municipales (grandes municipalités). L'Assemblée Nationale Populaire élit à son tour le Président (élection de Hu Jintao à la quasi-unanimité en 2003 - 4 voix contre, 4 abstentions) et le Vice-Président pour 5 ans. Le gouvernement et le Premier ministre sont aussi désignés par l'Assemblée Nationale populaire. **Comme dans le modèle soviétique, il n'y a pas de séparation des pouvoirs, l'appareil judiciaire est de fait subordonné, de même que le syndicalisme officiel, seul autorisé, subordonné, lui, statutairement au PCC** (voir plus loin). **Enfin, dernier symbole de la confusion des pouvoirs au sommet de l'Etat, le Président est également le secrétaire général du PCC**. **Les moyens d'information (presse, radios, télévisions, sites internet) sont également subordonnés et étroitement contrôlés. Toute tentative de constituer, même sur Internet, des sources d'information indépendantes est immédiatement réprimée (voir plus loin**). **Il s'agit donc en fait d'un pouvoir sans aucun contrôle démocratique réel.**

Derrière les apparences formelles, **il y a la réalité d'élites dirigeantes politiques et économiques**. Pour les élites dirigeantes politiques, les principaux dirigeants paraissent désignés par une cooptation consensuelle au sein de l'ensemble des dirigeants des principaux appareils de pouvoir politique, national, provinciaux, régionaux, grandes municipalités, armée. Pour les élites dirigeantes économiques, on peut déjà parler en ce qui concerne les entrepreneurs privés autochtones et ceux de la diaspora établis en Chine d'une classe au sens marxiste du terme. Mais les dirigeants d'entreprises publiques ou à majorité publique ne peuvent encore pour l'instant apparemment être rangés sous ce type de définition, pas plus que l'appareil dirigeant politique, dans sa majorité. Cependant, il convient de ne pas se dissimuler que **l'évolution rapide en cours, avec une interpénétration de plus en plus poussée, familiale, clanique, entre fonctions dirigeantes politiques et économiques, les enrichissements correspondants, couplés avec une gestion de plus en plus néolibérale des entreprises et de l'économie nationale, conduit tout droit à une similarité de plus en plus forte avec les classes dirigeantes capitalistes occidentales.**

II.1.2 - L'idéologie du régime, ses composants historiques et son évolution récente

Tout d'abord, il nous paraît important de jeter un regard rapide sur ces dimensions idéologiques en les traitant comme des composantes à part entière du modèle de pouvoir chinois actuel.

Là aussi, nous retrouvons deux composantes historiques principales, la filière historique marxiste-léniniste et sa version maoïste et l'idéologie héritage de l'empire chinois. Nous ferons également une brève référence au confucianisme, rétabli parmi les « *valeurs* » de la Chine après 1980. Enfin, dans les deux dernières décennies, sont apparues des idéologies lénifiantes de rassemblement interclassistes (dernière version, « *la nécessaire harmonie sociale* ») accompagnées d'une forte montée en puissance de l'idéologie économique néolibérale et d'une idéologie nationaliste de course à la puissance mondiale.

a) Le confucianisme

Bien entendu, il est hors de question ici de se lancer dans une exégèse approfondie du confucianisme, pour laquelle nous n'avons aucune compétence, mais d'essayer de voir ce qui peut, dans ce système de pensée, selon divers commentateurs, avoir actuellement une

influence idéologique dans le champ du politique. Il existe en fait un néo-confucianisme moderne, dont nous retiendrons l'usage qu'en fait le pouvoir politique singapourien, issu de la diaspora, et qui n'est probablement pas sans quelque influence idéologique sur celui de la Chine continentale. Trois thèmes principaux sont ainsi mis en valeur : l'idée d'un pouvoir paternaliste, assumant une certaine solidarité sociale, mais assez autoritaire, comme alternative à la démocratie pluraliste occidentale, la prééminence de la connaissance, débouchant sur des efforts d'éducation conséquents, l'idée de « *valeurs asiatiques* », différentes des « *valeurs occidentales* », servant de ciment à une communauté des pays asiatiques.

b) L'héritage idéologique de l'Empire chinois

Celui-ci est, à notre avis, beaucoup plus important qu'il n'y paraît à première vue. Il a trait à quatre domaines principaux :

- 1) La fierté collective nationale à propos de l'ancienne civilisation chinoise, la plus avancée du monde pendant des millénaires et l'humiliation profonde de l'avoir vue tomber si bas avec les occupations étrangères. Cela nourrit un fort désir de revanche, commun au pouvoir politique actuel et à la diaspora, qui mêle volonté nationaliste de puissance, de domination planétaire et intérêts bien compris, en tout cas pour la diaspora, et qui peut recueillir un soutien populaire d'une ampleur certaine. Dans une situation un peu similaire, on peut voir aussi dans le monde arabe l'impact profond du couple fierté historique liée à l'ancienne civilisation arabe et désir de revanche contre les humiliations subies depuis.

Dans ce domaine, le discours - programme du premier ministre Wen Jiabao « *China's peaceful rise - a road chosen for the rejuvenation of a great nation*», le 10.12.03, à Harvard, lieu symbolique, est tout à fait révélateur de l'ambition réelle des dirigeants chinois et de leur volonté de « *surfer* » sur ces motivations idéologiques nationalistes (Quotidien du Peuple 18.02.04). Certains passages de ce discours sont tout à fait révélateurs : « *… la Chine avait l'amère expérience d'être bousculée et humiliée par les grandes puissances…, …la croissance pacifique de la Chine est un rêve vieux d'un siècle du peuple chinois…,….la renaissance d'un phénix sorti de ses cendres…* »

- 2) L'idéologie de gestion politique autoritaire de l'Empire

Au sein de régimes politiques gérant des Empires, ignorant tout processus démocratique qui donnerait la parole aux peuples concernés, il existe historiquement tendanciellement une idéologie type de gestion politique, caractérisée par l'obsession d'éviter leur démembrement ou leur désagrégation. Elle repose sur deux piliers : a) la sacralisation d'un pouvoir d'empire absolu, quasi-divinisé dans le cas des empereurs, faisant l'objet d'une sorte de « *sacralisation laïque* » ensuite (Staline, Mao), rendant transgressive au sens freudien toute idée de mouvement collectif dirigé spécifiquement contre ce pouvoir central et la bloquant dans la tête même des individus appartenant aux peuples concernés. La révolte contre des pouvoirs locaux reste possible, mais le pas du mouvement collectif d'ensemble visant une contestation du pouvoir d'empire reste très difficile à franchir pour la grande majorité de la population ; b) une répression très forte, souvent féroce, contre toute tentative de contestation collective visant explicitement ce pouvoir d'Empire, conduisant à accentuer une sorte de « *terreur sacrée* » vis-à-vis de ce dernier.

- 3) Dans le même ordre d'idées (obsession du démembrement, de la désagrégation), **toute tentative non seulement de séparatisme, mais même d'autonomisation partielle au titre d'une identité ethnique, culturelle, distincte fait l'objet d'une répression très forte** avec de nombreux massacres historiques des populations rebelles, des « *colonisations* » de masse par le peuple dominant de l'empire concerné, voire des déportations de masse ou des incitations à l'exil des membres des mouvements rebelles.

Globalement, sur ces problèmes d'héritage historique, tant à propos d'idéologie, de modèles de pouvoir que de répression (nous reviendrons sur ce point), on est tenté de voir un certain parallélisme entre les filières d'évolution Empire tsariste – régime stalinien – régime de Poutine et Empire chinois – régime maoïste – régime chinois actuel.

4) Une conception historique élitiste du pouvoir où le confucianisme a certainement apporté sa pierre quant à la prééminence de la connaissance, mais où celle-ci a été mise en œuvre uniquement au sein d'élites cultivées constituant la classe des mandarins (ce n'était pas la position de Confucius, partisan d'un large accès à l'éducation). Le peuple, massivement analphabète, était jugé trop fruste pour accéder au festin de la connaissance. Ces élites cultivées ont permis historiquement la mise sur pied d'un appareil d'empire de qualité qui a fait pendant longtemps le haut niveau de civilisation de l'Empire chinois (administration, science, culture raffinée). **Nous pensons que cette conception historique élitiste du pouvoir persiste en partie en Chine.** En effet, si le maoïsme a étendu l'éducation de base à l'ensemble du peuple chinois, avec le résultat éminemment positif de la quasi-élimination de l'analphabétisme, le fait qu'au-delà l'éducation soit payante, que l'accès à l'enseignement supérieur reste élitiste (le pourcentage des diplômés de l'enseignement supérieur par rapport à la classe d'âge reste très inférieur à celui des pays développés) trahit à notre sens une certaine persistance de cette conception.

c) Le marxisme - léninisme et le maoïsme

L'héritage historique du « marxisme-léninisme » et de sa version chinoise, est ambivalent. Il s'agit, d'une part, d'un modèle de pouvoir, soviétique à l'origine, « *sinisé* » ensuite dans le maoïsme, fort discutable et dont nous avons détaillé les caractéristiques historiques ci-dessus et, d'autre part, d'une idéologie révolutionnaire de contestation et de lutte anticapitaliste, impliquant un affrontement politique international avec les classes dirigeantes capitalistes occidentales (notion de « *camp socialiste* »), idéologie malheureusement dogmatisée au fil du temps et vidée de tout potentiel transformateur réel. Par ailleurs, stalinisme et maoïsme ont eu en commun d'ignorer la démocratie comme nécessité pour l'évolution des sociétés, de traiter le peuple comme une pâte à modeler (construction de l'homme nouveau) et comme un simple outil de production mis au service de projets pharaoniques (grands travaux, etc.), sans trop s'occuper des dégâts. L'individu, ses droits en tant que personne, son besoin d'épanouissement individuel ont été également ignorés dans ces idéologies dogmatisées.

Fâcheusement, il semble bien que ce sont les parties les plus discutables de l'héritage qui ont été transmises, tandis que se pose la question de savoir si l'idéologie de contestation du capitalisme n'a pas, elle, en fait, quasiment disparu, même si les références au marxisme-léninisme, à la pensée de Mao Ze Dong figurent toujours dans la doctrine officielle du PCC. Nous reviendrons sur ce dernier point ci-après.

d) Les idéologies récentes de rassemblement interclassiste et la montée des idéologies du néolibéralisme économique et d'un nationalisme visant la puissance mondiale

L'abandon de fait depuis le début des années 80 de toute orientation de construction socialiste de la société chinoise ou son renvoi à une perspective indéterminée avaient laissé le régime sans idéologie politique crédible. D'où les efforts faits pour proposer des idéologies de remplacement. Ainsi a-t-on vu successivement apparaître **« *l'économie socialiste de marché*** », sorte de curiosité idéologique d'interprétation théorique assez difficile. Ensuite est venu le **« *concept scientifique de développement*** » qui suggérait un caractère scientifiquement indiscutable du développement chinois, au dessus d'éventuelles critiques d'orientation. Enfin, dans la dernière période, a surgi le thème connu de la « ***nécessaire***

harmonie sociale », grand classique des idéologies capitalistes de rassemblement interclassiste, s'efforçant de nier et de rejeter les idéologies de lutte de classes (voir en France actuellement le thème de la « *nécessaire cohérence sociale* »). A contrario, on peut dire que l'adoption récente de ce thème est un indice des tensions sociales réelles qui traversent la société chinoise et qui inquiètent le pouvoir. Pendant ce temps, et sans avoir guère besoin d'un soutien idéologique public officiel, **tous les indices que nous avons relevés montrent la progression constante au cours des deux dernières décennies de l'idéologie économique néolibérale en Chine**. **Feu vert politique à l'enrichissement personnel, extension progressive mais constante du champ des privatisations, gestion néolibérale des entreprises avec critère dominant d'une forte rentabilité au détriment de l'emploi, soutien au libre échangisme mondialisé, placement en bourse des fonds de la protection sociale, affaiblissement des acquis sociaux** (voir plus loin), etc.

Parallèlement, **nous avons vu que toute la stratégie économique était sous-tendue par une idéologie nationaliste de restauration de la grandeur passée chinoise, avec une volonté de parvenir au premier rang de la puissance mondiale**. Par prudence, et pour ne pas susciter de réactions extérieures négatives, les dirigeants chinois ne s'expriment guère sur ce point et le discours programme du premier ministre à Harvard déjà cité est une exception. Mais l'implication du PCC à l'entreprise avec des mots d'ordre de « *conquête du monde* » (voir plus haut, p. 8), la mise en valeur systématique de tous les succès économiques allant en ce sens ne peuvent laisser guère de doute quant à la promotion officielle de cette idéologie.

II.1.3 Le parti communiste chinois, son évolution et son rôle effectif actuel

Avec 63 millions de membres, soit près de 5 % de la population chinoise, **le PCC est la plus grande organisation politique du monde**. Il est présent quasiment partout dans la société chinoise, dans les villages, dans les entreprises, dans les appareils de pouvoir, ce qui, dans ce dernier cas, n'est pas surprenant, puisqu'il est d'une certaine manière, du moins au niveau de ses cadres, le pouvoir lui-même. Après la prise de pouvoir de 1949, c'est le maoïsme qui se construit, comme version « *sinisée* » du stalinisme ou stalinisme à la chinoise, mais avec toujours, derrière les proclamations idéologiques radicales, une bonne dose de pragmatisme (liens maintenus avec la diaspora, subsistance d'un secteur privé, fort réduit il est vrai). Il y aura les crises connues du « Grand bond en avant », de « la révolution culturelle », typiques d'un volontarisme politique oublieux des réalités d'une société et indifférent aux souffrances infligées à des millions de chinois. Pour l'évolution ultérieure, nous renvoyons à l'évolution de l'idéologie du régime analysée au § précédent, car nous n'avons aucun indice apparent qu'il pourrait demeurer une idéologie du PCC distincte de celle du régime.

Comme dans les dernières décennies de L'URSS, l'appartenance au PCC paraît accompagner tout accession à un poste de responsabilité quel qu'il soit dans la société chinoise. L'opposition extérieure chinoise prétend même que des gens ont été inscrits d'office au PCC, du fait même de leur accession à un poste de responsabilité, sans en être informés (invérifiable). Cette appartenance ne paraît en tout cas impliquer aucune adhésion idéologique réelle à une doctrine quelconque autre qu'une approbation, éventuellement de façade, de l'action du pouvoir. Etant donné que l'information sur la réalité du PCC actuel est pratiquement inexistante, on peut par exemple se poser la question suivante : Existe-t-il en nombre significatif des adhérents de base du PCC, sans responsabilité particulière dans la société, comme il en existait encore dans le PCUS avant l'effondrement de l'URSS ? Quoi qu'il en soit, l'appel fait aux « *entrepreneurs* » à entrer au PCC confirme le caractère désormais officiel de «*l'interclassisme*» du PCC.

Pour ce qui concerne l'évolution du rôle du PCC, celui-ci paraît désormais essentiellement fonctionner, dans le sens descendant, comme une courroie de transmission vers la société des impulsions de tous ordres (économiques, idéologiques) décidées par l'appareil politique dirigeant. Dernièrement, des consignes étaient données aux membres du PCC à l'entreprise de conquérir des postes de direction au sein de celles-ci. Ceci peut être analysé, nous semble-t-il, comme une volonté de l'appareil politique dirigeant d'éviter que les nouvelles entreprises, privées notamment, échappent à son emprise. Dans le sens montant, **il n'y a pas d'indication que les organisations de base du PCC se fassent les porteuses organiques d'exigences populaires ou qu'elles réclament des réorientations. Mais il est par contre certain qu'elles jouent un rôle d'information important sur la réalité des situations sociales, des tensions de tous ordres, car le pouvoir central paraît toujours bien informé à cet égard**. **Etant donné la confusion entre appareils de pouvoir locaux et organisations locales du PCC, il est vraisemblable également qu'elles jouent un rôle dans certaines répressions sociales locales** (voir ci-après).

Enfin, le régime mène régulièrement des campagnes anti-corruption à des niveaux divers et reconnaît donc que la corruption affecte les appareils de pouvoir à tous les échelons et du même coup les membres du PCC. Quelques exemples spectaculaires de répression ont eu lieu, frappant parfois des dirigeants hauts placés (rappelons qu'en Chine les délits économiques peuvent être passibles de la peine de mort), sans que la situation d'ensemble soit modifiée. Mais, si l'on est réaliste, la corruption est inévitable à partir du moment où l'enrichissement est officiellement encouragé, où l'appareil judiciaire est subordonné et où il n'y a pas de sanction électorale démocratique possible contre des dirigeants corrompus, à quelque échelon que ce soit. **Les commentaires et analyses à notre disposition accréditent fortement la réalité d'une corruption multiforme, sous des formes grossières (versements d'argent) ou plus raffinées (octroi de postes de dirigeants économiques à des membres de la famille ou du clan).** Plus grave, comme nous le verrons plus loin, toute dénonciation de corruption se terminerait souvent mal pour son auteur, condamné à de lourdes peines de prison.

II.1.4 Le syndicalisme officiel

Celui-ci présente trois caractéristiques :

- Il est le seul autorisé. Toute tentative des travailleurs de se constituer, même temporairement, en collectif indépendant, faute de voir le syndicat officiel prendre en charge leurs problèmes, pour défendre leurs droits (licenciements de masse, salaires non payés, etc.), voit ses animateurs, ou même de simples porte paroles, lourdement condamnés (voir plus loin). **Le régime chinois viole ainsi allégrement les conventions internationales qu'il a lui-même signées sur la liberté de création d'organisations syndicales.**

- **Il est statutairement subordonné au PCC**. Cette situation a donné parfois lieu à des débats dans le syndicalisme officiel sur la nécessité de gagner une certaine indépendance vis-à-vis du PCC, pour mieux défendre les travailleurs. Mais cette subordination statutaire a fait que le pas n'a jamais été franchi.

- Il devrait y avoir normalement une organisation syndicale dans chaque entreprise de plus de 100 salariés. Mais nombre d'entreprises, étrangères notamment, s'affranchissent impunément de cette obligation (Exemple : la chaîne de distribution US Wal-Mart qui refuse toute implantation syndicale dans ses magasins chinois, sans avoir été jamais contrainte ou sanctionnée pour cela par le pouvoir). Autre dévoiement caricatural pour des salariés européens, il arrive que l'instance de direction du syndicat soit composée à parts égales de salariés et de membres de la direction.

C'est une situation catastrophique pour les intérêts des salariés qui ne sont en fait pas réellement défendus et qui explique en bonne part les situations de surexploitation dont ils sont victimes. **Aussi, l'apparition d'un syndicalisme indépendant du pouvoir et revendicatif, soit par évolution du syndicalisme officiel, soit par apparition d'un syndicalisme indépendant et combatif à ses côtés (type d'évolution qu'a connu la Corée du Sud) serait une clef essentielle d'une évolution positive de la Chine**, y compris parce qu'elle pourrait ouvrir la voie ensuite à une évolution politique. Nous essaierons plus loin, dans l'analyse de la répression des mouvements sociaux, de comprendre les raisons profondes d'une telle situation.

II.2) La situation sociale réelle du peuple chinois

Pour analyser cette situation sociale, nous aborderons les trois thèmes ci-après :

- Les incidences diversifiées de la forte croissance macro-économique sur les différentes catégories sociales et l'évolution de la pauvreté ;
- L'accroissement des inégalités ;
- L'évolution des acquis sociaux ;

II.2.1) Les incidences diversifiées de la forte croissance macro-économique sur les différentes catégories sociales

Nous avons déjà vu dans la première partie que cette forte croissance avait permis **l'émergence d'un ensemble de 200 à 250 millions de personnes** (entrepreneurs, commerçants, cadres, ingénieurs, chercheurs, techniciens et salariés très qualifiés) que les firmes occidentales identifient comme le marché potentiel chinois actuel pour leurs produits et services, ç. à d. les personnes en capacité d'acquérir ces produits et services de type occidental, importés ou fabriqués sur place, ce qui suppose effectivement un certain niveau de vie. C'est un ensemble hétérogène qui comprend, d'une part, ce que l'on pourrait appeler des classes moyennes et des salariés avec un niveau de vie relativement confortable pour le pays et, d'autre part, une petite minorité de gens extrêmement riches, millionnaires, voire milliardaires en $, dont certains occupent déjà des rangs significatifs dans le palmarès mondial de la richesse de la revue « *Fortune* ». Cette petite minorité est elle-même composite, comprenant d'une part des membres de la diaspora, déjà très riches avant de s'établir en Chine ou ayant accru notablement leur fortune via les profits exceptionnels des IDE qu'ils ont largement financés, et, d'autre part, des autochtones devenus millionnaires ou milliardaires depuis le début des années 80, soit en créant des entreprises (industries ou services) privées, ce qui reste somme toute relativement honorable, soit par le biais d'un « *affairisme* » douteux, en collusion avec des clans locaux de pouvoir, par pillage d'entreprises publiques, spoliation des terres de paysans non indemnisés, débouchant sur des opérations de promotion immobilière juteuses, ou toutes autres combines impliquant des abus de pouvoirs. La différence avec la Russie est que, chez cette dernière, les milliardaires, prédateurs aussi peu recommandables que certains de leurs homologues chinois, sont apparus après la chute du régime, tandis qu'en Chine ils sont apparus sous un régime se disant toujours « *communiste* » et apparemment avec sa bénédiction, invités même, quand ils n'en étaient pas déjà membres, à entrer au PCC, pour y faire entendre la « *voix des entrepreneurs* » (sic).

S'il y a donc un consensus, chez les commentateurs extérieurs, sur le fait que 200 à 250 millions de chinois sont sortis, probablement définitivement, de la pauvreté de masse de la fin des années 70, **l'évolution du sort des 1.000 à 1.100 millions de chinois restants (soit**

essentiellement la masse des paysans, des ouvriers et des employés et de leurs familles) est plus difficile à cerner.

Rappelons quelques données sociologiques essentielles : Selon les statistiques officielles (Quotidien du Peuple 31.05.04), la Chine comptait début 2004, 744 millions d'actifs dont 365 employés dans l'agriculture, 160 dans l'industrie, 218 dans les services. 800 millions de chinois vivent dans les zones dites rurales, ç. à d. à dominante agricole.

La position officielle du régime est qu'il ne reste plus que 26 millions de chinois en état de très grande pauvreté, mais aucun commentateur, organisme international, ou institution de recherche sur la Chine n'accorde de crédit à un tel chiffre. D'une manière générale, les medias chinois sont particulièrement avares d'informations sur la situation sociale, réaction type d'un système d'information sous contrôle vis-à-vis de questions problématiques (voir ci-dessus problème de l'agriculture). Aussi faut-il glaner l'information auprès de sources extérieures crédibles en faisant des recoupements pour garantir une certaine fiabilité. Sur la très grande pauvreté, la FAO avance le chiffre de 130 millions de chinois souffrant encore d'insuffisances alimentaires, ce qui est un indice de la grande pauvreté. Plus globalement, quand on est en Chine en situation de non-emploi ou de sous-emploi (travail partiel précaire ou informel), étant donné que les minima sociaux sont extrêmement faibles (voir II.2.3 ci-après), on se trouve en situation de grande pauvreté. Or **les estimations du nombre de personnes en état de sous-emploi dans les zones rurales varient de 170 millions (source MEAF) à 200 millions**, selon d'autres sources, auxquels il convient d'ajouter une population « *flottante* » urbanisée, principalement dans les zones côtières du Sud ou dans la région capitale, composée de migrants venant des zones rurales dont ils sont chassés par le sous-emploi et la misère et de travailleurs licenciés des entreprises publiques et n'ayant pas retrouvé un emploi stable. **Les estimations de cette population « *flottant*e » varient selon les sources, elle serait de l'ordre de 100 millions d'habitants selon la MEAF**. Les définitions occidentales du chômage s'appliquent malaisément. Le régime ne fournit une estimation du chômage qu'en zone urbaine, à 5 %, manifestement sous évalué. **Les appréciations extérieures du taux de chômage réel global varient entre 15 et 20 % (20 % en 2003 selon la CIA citant une source officielle chinoise)**, mais avec des difficultés d'évaluation liées à la situation de sous-emploi dans les zones rurales. De toutes façons, le solde net annuel de créations d'emploi paraît, du fait du choix de la gestion néolibérale, relativement faible à l'échelle du pays. En 2003, 6,92 millions d'emplois ont été créés, mais étant donné les fortes suppressions d'emplois qui continuent dans les entreprises publiques, le solde net est certainement assez inférieur à ce chiffre. Il n'est en tout cas pas du tout à la hauteur des défis d'emploi qui se posent à la Chine (7,1 millions de créations annuelles nettes nécessaires pour simplement maintenir le niveau de l'emploi).

Par ailleurs, toujours selon la MEAF, **le revenu mensuel moyen rural était en 2004 de l'ordre de 22€** , estimation recoupée par une autre source chiffrant le salaire journalier moyen paysan à 6 yuan, soit 0,6€. Par contre, **le salaire mensuel moyen urbain atteindrait, toujours selon la MEAF, 66€** . Cela est cohérent avec un salaire minimum légal dans la région de Pékin de 52 €/mensuels, mais celui-ci n'est pas toujours appliqué et en tout cas pas aux travailleurs « *flottants* » précarisés. Même en corrigeant ces chiffres en parité de pouvoir d'achat (facteur 5 généralement admis), **il apparaît clairement qu'environ les deux tiers de la population chinoise, soit 900 millions de personnes, vit dans la pauvreté, et, pour une fraction significative de ces 900 millions, difficile à évaluer, dans la grande pauvreté. Malgré la croissance, le mode de gestion néolibéral de l'économie ne corrige pas substantiellement cette situation**. Aussi, les visions généralement répandues de Shanghai, avec ses rues remplies de promeneurs bien vêtus, portant des habits variés et de qualité, une

circulation automobile dense, ses gratte-ciels spectaculaires et ses magasins de luxe, ne sont guère représentatives de la vie réelle de la masse de la population chinoise (8).

II.2.2 L'accroissement des inégalités

Depuis 1980, la pauvreté de masse a reculé pour des fractions significatives de la population mais avec, en parallèle, un accroissement spectaculaire des inégalités. Ces inégalités fortement accrues se présentent sous un double aspect, régional et sociologique. La logique néolibérale du développement a conduit à des différences de développement spectaculaires entre les régions côtières, la région capitale et les zones rurales. **Le PIB régional par tête d'habitant, même s'il est un indicateur imparfait, reflète cette situation avec un rapport de 1 à 15 entre la zone de Shanghai et les zones rurales les plus pauvres**. Cela se traduit concrètement par des différences importantes dans les infrastructures, et par des systèmes de santé, d'éducation, de niveau inférieur. Par ailleurs, les inégalités sociales ont cru dans des proportions considérables. D'un côté, on trouve les quartiers huppés de Shanghai, avec un mode de vie, des prix de l'immobilier quasi équivalents à ceux des grandes capitales occidentales, un étalage de richesses plutôt indécent. A l'autre bout, on trouve des situations de survie difficile avec des revenus de l'ordre de 1 à 2 $/jour, similaires à celles observées dans nombre de PED. **Aussi, nombre d'observateurs extérieurs estiment que la Chine est désormais devenue l'une des sociétés les plus inégalitaires du monde**. **Or, cette évolution ne découle d'aucune fatalité, mais de choix politiques assumés**. L'enrichissement est officiellement encouragé, à la fois économiquement (rentabilité élevée garantie de l'investissement capitaliste) et politiquement (les « *entrepreneur*s » sont invités à entrer au PCC s'ils n'en sont déjà membres, sans que l'on s'inquiète apparemment trop de la manière dont ils ont acquis leur fortune (9). Par contre, même dans les entreprises high-tech des zones côtières, le pouvoir d'achat des salariés autres que les cadres, les ingénieurs, les techniciens progresse peu, compte tenu de l'inflation, depuis nombre d'années, malgré des taux de croissance annuels de l'industrie très élevés (selon des études chinoises citées par le NYT du 25.01.04, le pouvoir d'achat des ouvriers de la zone du Guangdong n'aurait pas progressé depuis 1993). C'est le choix, selon nous d'une accumulation forcenée au service d'une course à la puissance qui prévaut au détriment d'un partage équitable des richesses créées et d'une amélioration du sort de l'ensemble des salariés.

II.2.3 L'évolution des acquis sociaux

Avant le début de la période d'ouverture, le niveau des acquis sociaux était symbolisé par l'expression du « *bol de riz en fer* » qui recouvrait la réalité suivante : Les Chinois salariés étant employés dans leur grande masse dans des entreprises publiques, locales ou nationales, leurs acquis sociaux passaient par ces entreprises. Les salaires relativement bas étaient

---

(8) A ceux qui voudraient avoir ici une idée plus juste de la vie réelle actuelle de centaines de millions de chinois, on ne peut que conseiller d'aller voir le film de Wang Chao, «*L'orphelin d'Anyang* », présenté à Cannes en 2001 et que son auteur a conçu comme une fiction documentaire proche de la vie réelle. Nombre de détails du film en disent plus long que bien des statistiques sur la vie réelle du peuple chinois.

(9) Le cas Zhang Yuchen paraît de ce point de vue emblématique. Ce promoteur milliardaire, membre du PCC et ancien responsable du bureau de la construction à la municipalité de Beijing, a fait construire une réplique au millimètre du Château de Maisons Laffitte et de ses jardins (pour un prix estimé par l'intéressé à 50 millions de $) après l'expulsion de leurs terres de 800 paysans dans des conditions de spoliation, leurs plaintes pour réparation du préjudice causé ayant été enterrées. Le New York Times qui rapporte ce cas (25.12.2004) estime qu'il y a en Chine des dizaines de milliers de multimillionnaires du même type. Il est vrai que l'exemple vient d'en haut : La propre fille du Président Hu Jintao a sévi dans le « *business* » avant d'épouser un « *tycoon* » milliardaire. Ce cas n'est pas du tout isolé. La collusion, familiale ou clanique, entre pouvoir politique et « business » semble constituer une réalité du haut en bas du système de pouvoir.

compensés par un accès quasi-gratuit au logement, garanti par l'appartenance à l'entreprise, des droits à des soins médicaux, à une retraite, le tout financé par des cotisations des entreprises et des salariés. L'Etat assurant, si nécessaire, l'équilibre financier des entreprises via notamment le secteur bancaire public, ces acquis sociaux, même s'ils restaient d'un niveau modeste, étaient ainsi en principe garantis. Tout cela s'est profondément détérioré avec la décision d'abandon de l'économie « *administrée* », le désengagement financier de l'Etat et l'application progressive des critères de gestion néolibéraux dans les entreprises, y compris dans les entreprises publiques, nationales ou locales, qui ont dû désormais assumer une certaine autonomie de gestion. Bien que le gouvernement n'ait pas demandé au secteur financier public de réclamer aux entreprises publiques le remboursement de leurs dettes antérieures, en général très élevées, afin de ne pas provoquer une catastrophe économique et sociale, il n'en demeure pas moins que la pression officielle pour que les entreprises publiques deviennent « *rentables* » n'a cessé de se renforcer. Ces dernières, même si un certain nombre d'entre elles paraissent avoir résisté un temps devant le côté catastrophique pour leurs salariés des mesures prises, ont dû licencier massivement, ont parfois disparu, et ont souvent remis en cause le niveau de financement des acquis sociaux qu'elles assumaient auparavant. Les conséquences sont dramatiques pour les salariés licenciés et leurs familles, perdant souvent leurs droits au logement quasi-gratuit, aux soins médicaux, à la retraite et s'enfonçant dans une misère noire, les allocations chômage étant inexistantes ou très faibles. A l'heure actuelle, **la pension de retraite de base équivaut à 20 % du dernier salaire**, les allocations de chômage, payées pendant 24 mois au maximum se situent entre le salaire minimum et **l'allocation minimum d'existence (ou plutôt de survie) qui varie selon les régions, mais qui garantit en moyenne un revenu de 150 yuan/mois soit 15€** . Le résultat global, y compris pour les salariés détenant un emploi, est une détérioration profonde des acquis sociaux. Il faut désormais payer des sommes accrues pour accéder aux soins médicaux et **la gestion de la protection sociale s'aligne sur le modèle néolibéral américain avec placement des fonds de la protection sociale en bourse**, ce qui représente objectivement, pour ceux qui ont aujourd'hui accès à cette protection sociale, un risque élevé pour l'avenir. Si l'on ajoute à cela que l'éducation est payante au-delà de l'école de base, **on voit que pour tous les chinois en état de pauvreté du fait de la faiblesse de leur revenus directs, s'ajoute la pression de la détérioration des acquis sociaux rendant leur situation encore plus difficile.**

Le régime paraît avoir pris conscience des dangers politiques d'une telle situation et parle depuis plusieurs années de l'instauration d'un système de sécurité sociale garanti par l'Etat, notamment pour couvrir tous ceux qui sont de fait hors protection sociale. Mais, parallèlement, on voit apparaître des analyses selon lesquelles assurer un bon niveau de protection sociale à l'ensemble du peuple chinois représenterait un coût exorbitant que l'économie chinoise ne peut encore se permettre. **Il reste toutefois à expliquer comment le régime maoïste, avec une économie relativement faible, pouvait assurer un certain niveau de protection sociale aux salariés, tandis que l'économie actuelle, incomparablement plus créatrice de richesses, ne pourrait assumer une amélioration du niveau de protection sociale antérieur**. **En fait, il semble bien que, là aussi, il s'agisse du choix politique de l'accumulation forcenée de la course à la puissance au détriment du social.**

Cette situation sociale globale génère-t-elle des tensions et des conflits significatifs et comment ceux-ci sont-ils traités par le régime ? C'est ce que nous essaierons d'analyser ci-après.

II.3 La répression

Si l'on interroge les français à ce sujet, on peut constater que la plupart d'entre eux savent plus ou moins confusément qu'il y a un certain niveau de répression en Chine, sans être forcément clairement informés sur la question. Qu'en est-il exactement ? Les moyens d'information chinois sont pratiquement muets à ce sujet. Si l'on compulse l'information disponible (presse internationale, notamment américaine bien informée, organisations internationales de défense des droits de l'homme (Amnesty international, Human rights watch, Reporters sans frontières), mouvement syndical international, Institutions de recherche crédibles, notamment la « *Rand corporation* » américaine), on obtient à travers de nombreux exemples bien documentés et des études d'ensemble qui paraissent sérieuses un tableau cohérent de la répression en Chine, probablement assez proche de la réalité.

Nous analyserons donc ces processus de répression à partir de quatre thèmes :

- La montée d'une contestation sociale multiforme et l'évolution de la répression à son égard ;
- La négation du droit à l'information et la répression correspondante ;
- La répression à l'égard d'organisations politiques contestant le pouvoir central ;
- Le niveau général de la répression, tant vis-à-vis des mouvements sociaux et politiques que des délits et des crimes de droit commun ;

II.3.1 La montée d'une contestation sociale multiforme et l'évolution de la répression à son égard

Il n'y a plus en Chine, depuis le massacre de la Place Tien An Men, de mouvements collectifs, de manifestations politiques au sens que nous donnons à ce mot en France, celui d'une contestation politique directe du pouvoir central. **Par contre, sous le vocable « *mouvements sociaux* » sont inclus toutes sortes de mouvements collectifs qui comprennent les conflits à l'entreprise, mais qui les dépassent largement et incluent toutes sortes de conflits de la population avec les pouvoirs locaux** : paysans chassés de leur terre sans indemnités ou citadins chassés de leurs logements sans être relogés pour laisser la place à des opérations immobilières juteuses, abus de pouvoirs en tous genres et corruption judiciaire, protestations contre les arrestations de la répression, etc. Les formes sont multiples, manifestations de masse, blocages de routes, d'immeubles. L'état de tension latent dans certaines localités fait que de simples incidents mineurs de circulation entre la voiture d'un officiel et un piéton ordinaire ou une simple altercation de rue (bousculade entre un officiel et un simple citoyen) peuvent dégénérer en un clin d'oeil en manifestations regroupant des milliers de personnes. Un rapport très récent (14 avril 2005) d'un expert de la « *Rand corporation* », M.S.Tollar, devant une commission officielle américaine traite de cette « *agitation sociale croissante* » (« *Rising Social Unrest* ») et de la manière dont le gouvernement chinois y fait face. Le rapport fournit des statistiques policières officielles chinoises sur le nombre de ces mouvements, en croissance rapide : **10.000 en 1993, 32.000 en 1999, 58.000 en 2003. Par ailleurs le nombre moyen de participants par manifestation a été multiplié par cinq pendant la même période.**

Parmi les conflits d'entreprise, deux, mentionnés par diverses sources (Amnesty international (AI), Human Rights Watch (HRW), ICFTU (CISL) entre autres) ont été emblématiques en 2002, l'un dans la « *Société de ferroalliage* », une grande usine

métallurgique à Liaoyang, dans le Liaoning, une province industrielle du Nord-Est : 12.000 salariés, 6.000 licenciements, société bénéficiaire auparavant, mise en faillite après des manipulations comptables et abus de biens sociaux, salaires non payés, reclassements quasi-inexistants, perte des avantages sociaux. Les promesses faites aux salariés pour désamorcer le mécontentement n'ont pas été tenues. Les animateurs du mouvement ont été arrêtés, ont subi des mauvais traitements et ont été condamnés à de lourdes peines de prison. D'où trois mois de manifestations, s'étendant à d'autres entreprises de la région. Même scénario dans la région pétrolière de Da Quing où la production entrait en déclin, 86.000 licenciements sur 300.000 salariés dans la région. Salaires non payés, impossibilité de reclassement dans une région à mono - industrie, etc. Trois mois de manifestations là aussi. D'autres conflits d'entreprise significatifs impliquant des milliers de salariés ont eu lieu depuis. **Cependant, globalement, face à l'énorme vague de licenciements collectifs (rappel près de 40 millions de personnes) dans les entreprises publiques, on peut dire que les réactions collectives ont été limitées. On ne peut comprendre cela sans avoir conscience de l'énorme chape de plomb, idéologique et répressive, qui pèse sur les salariés chinois. Idéologique** avec, outre les éléments déjà avancés (paralysie devant le pouvoir central), les idées, soigneusement entretenues par le pilonnage idéologique officiel, que ce régime, « *communiste* », est leur régime, que le PCC est leur parti, et qu'ils sont les « *maîtres* » de l'entreprise. **Répressive**, car les animateurs ou porte - paroles de ces mouvements sociaux sont lourdement condamnés. Le tarif est la plupart du temps de 5 à 7 ans de prison, intégralement effectués, assortis de mauvais traitements, la participation de salariés d'autres entreprises aux manifestations étant une circonstance aggravante (présomption de complot contre l'Etat). **Les peines sont moins lourdes que dans les décennies passées**, avec des condamnations à la prison à vie fréquentes à l'époque (certains animateurs de mouvements sociaux sont en prison depuis plus de 15 ans – voir divers cas individuels rapportés par ICFTU), **mais restent inacceptables.**

Le pouvoir central, craignant par-dessus tout une généralisation de cette « *contestation sociale* » multiforme, a, depuis l'élection de Hu Jintao, développé une conception de la répression plus sophistiquée. Il essaie d'éviter la répression policière brutale des manifestations, recommande d'encercler les manifestants dès le début pour empêcher la manifestation de grossir, d'éviter d'arrêter les animateurs pendant la manifestation. Par ailleurs, il est recommandé d'essayer de casser le lien entre les animateurs et les manifestants de base en arrêtant les premiers et en donnant satisfaction partielle à ces derniers. Ces consignes centrales ne sont pas toujours respectées, soit par manque de professionnalisme des forces de l'ordre, soit parce que les dirigeants locaux, notamment du PCC, craignant la mise en cause publique de leurs propres agissements ou de se faire mal voir des échelons supérieurs, essaient d'étouffer dans l'œuf par une répression brutale les mouvements.

Mais à cette sophistication de la répression répond une sophistication croissante des manifestants qui mettent au premier rang des manifestations les retraités, les anciens soldats, les femmes et les enfants, qui s'appuient sur la légalité en diffusant massivement les textes légaux violés par les agissements des directions d'entreprise ou des dirigeants locaux, qui en appellent systématiquement aux niveaux supérieurs d'autorité, qui utilisent leur droit à pétition, etc. Par ailleurs, les technologies modernes de communication (e-mails, téléphones portables) permettant d'échapper au contrôle policier sont de plus en plus utilisées.

Enfin, l'étude de la Rand fait deux constats : **1) que cette contestation sociale multiforme vise toujours soit des directions d'entreprises, soit des pouvoirs locaux dont elle estime qu'ils sont à peu près universellement détestés, mais jamais le pouvoir central. 2) que la conception plus sophistiquée de la répression laisse en fait un espace de liberté plus grand aux mouvements de « *contestation sociale* » que ceux-ci utilisent pleinement.**

Ceci conduit à deux conclusions politiques. Nous partageons l'idée que **l'extension continue de ce mouvement de « *contestation sociale* » risque fort de déboucher sur sa généralisation et sa structuration nationale. Face à ce processus, le pouvoir central n'aurait alors que deux options, soit la répression brutale, soit la négociation politique. <u>Etant donné les énormes enjeux pour la survie du régime et son comportement fortement répressif global, nous avons de grandes craintes qu'il ne choisisse in fine la répression brutale</u>.** L'autre, qui va dans le même sens, est que **si les pouvoirs locaux sont effectivement assez universellement détestés, étant donné qu'il sont fondamentalement des émanations du pouvoir central, un jour ou l'autre, ce rejet finira, quels que soient les blocages idéologiques actuels, par s'étendre au pouvoir central.**

II.3.2 La négation de la liberté d'information

Là, le problème est simple. **Il n'y a aucune liberté d'information en Chine, sauf ce qui pourrait accidentellement échapper à la censure**. Comme nous l'avons déjà noté, tous les moyens d'information classiques : journaux, radios, télés sont étroitement contrôlés par cette censure. Malgré une explosion du nombre de ces medias, audiovisuels notamment, les menaces de répression sont particulièrement efficaces. Selon « *Reporters sans frontières* » (RSF), les rares medias essayant d'aborder des sujets tabous « *font immédiatement les frais de leur « impertinence »* ». **La Chine détient le record du monde des journalistes emprisonnés (26), même si la taille du pays dévalorise cette performance douteuse**. Les peines sont lourdes, le tarif standard est souvent de 13 ans de prison (RSF, AI). Pour ne donner qu'un exemple (cas parrainé par France-info), un journaliste chinois travaillant dans un media officiel, pas du tout oppositionnel, mais indigné par un cas de corruption locale, a voulu le dénoncer. Tarif : sept ans de prison, confirmés en appel. Les radios étrangères font l'objet d'un système de brouillage national sophistiqué (mis en place par Thalès). Les télévisions étrangères sont censurées en direct (image noire apparaissant brusquement). Les journalistes étrangers font souvent l'objet de mesures d'intimidation. Plus préoccupant, il semble qu'il y ait parfois chez eux des phénomènes d'autocensure par peur d'être déclaré en fait « *persona non grata* » en Chine. Comment expliquer par exemple que le spécialiste de la Chine au journal « Le Monde », F. Bobin ait pu consacrer très récemment quatre pages entières de ce journal, bien documentées, à la Chine actuelle sans dire pratiquement un mot sur la répression.

Par ailleurs, le régime poursuit aussi sur Internet une répression très active contre toute tentative de mise sur pied de sites d'information indépendants en Chine même (42 cybernautes emprisonnés à ce titre) et bloque sur le territoire chinois les magazines d'information en ligne de l'opposition extérieure. Il a même obtenu, selon RSF et le « Monde », de Microsoft et de Yahoo que sur la version chinoise de certains de leurs produits, certains termes d'accès comme « *démocratie* », « *manifestation* » ou « *Dalaï*

Lama » soient bannis, ce qui est assez consternant. Mais, dans ce cyber jeu du chat et de la souris, le chat a peu de chances de gagner à terme.

II.3.3 La répression à l'égard d'organisations politiques contestant le pouvoir central

Il n'y a pas, à l'heure actuelle, à notre connaissance, en Chine même, d'organisation politique d'envergure nationale, contestant directement le pouvoir central, ou en tout cas en état d'apparaître publiquement comme porteuse d'une telle contestation. Nous recensons par contre des foyers d'opposition ou de débat politique qui sont au nombre de quatre :

- Les mouvements autonomistes (Tibet et zones Ouïgour) ;
- Le mouvement Falun Gong
- L'opposition extérieure ;
- Des cercles intellectuels restreints ;

a) Les mouvements autonomistes (Tibet et zones Ouïgour)

En ce qui concerne le Tibet, avec un mouvement autonomiste déjà ancien, la répression a été brutale (on parle de centaines de milliers de victimes), les responsables des mouvements autonomistes ont été poussés à l'exil, y compris le Dalaï Lama, des processus de « *sinisation* » d'envergure du Tibet ont été mis en œuvre. Pour le mouvement Ouïgour, même répression brutale. Suivant l'exemple de Poutine en Tchétchénie, le régime chinois est entré dans la coalition anti-terroriste en prétendant que le mouvement ouïgour relevait du terrorisme intégrisme, ce qui était faux, au moins à l'origine. C'est un mouvement à diverses composantes, dont certaines sont pacifiques. Si ce mouvement finit par basculer majoritairement dans le radicalisme intégriste, on peut dire que le régime chinois aura tout fait pour cela.

b) Le mouvement Falun gong

Il ne s'agit pas en principe d'un mouvement directement politique, mais d'un mouvement spiritualiste, combinant des pratiques physiques et des enseignements traditionnels. Le mouvement prétend avoir 80 millions d'adeptes en Chine et à l'étranger, le régime lui en reconnaît 2 millions, la réalité est difficile à cerner, vu la répression à son égard. Il n'est apparu publiquement qu'en 1.999 sur la place Tien An Men dans une manifestation de masse (10.000 personnes) qui revendiquait un certain droit à l'expression. Cette manifestation a surpris le pouvoir qui jusque là ne s'intéressait guère au mouvement. Depuis une politique de répression très active s'est abattue sur les adeptes, dans les entreprises, les quartiers. Les membres ont été sommés de démissionner, le leader du mouvement, Li Hongzhi a dû s'exiler aux USA depuis 1996. La politique de répression très active contre Falun Gong : milliers d'arrestations, envoi des adeptes dans les camps de « rééducation par le travail » ou dans des hôpitaux psychiatriques, nombreuses morts en prison, semble liée à trois motivations principales : en tant que mouvement spiritualiste, Falun Gong ne reconnaissait pas la tutelle du PCC sur la société ; sa rapide croissance dans des couches très diverses de la société en faisait de fait un rival du PCC. Par ailleurs, l'apparition de mouvements spiritualistes en Chine a toujours précédé historiquement dans ce pays la mise en cause des Empires existants. Si Falun Gong existe toujours à l'extérieur du pays, à l'intérieur, la répression paraît lui « *avoir cassé les reins* ».

c) L'opposition extérieure

Constituée de dissidents ayant choisi l'exil après leur emprisonnement ou de membres de la diaspora opposés au régime, elle s'efforce d'intervenir via des magazines d'information en ligne, mais qui sont en général bloqués par le régime. Sa description de la situation en Chine, d'un régime au bord de l'implosion politique manque de crédibilité. Elle paraît se diviser en deux tendances, l'une franchement réactionnaire, hystériquement hostile à l'idée même de socialisme et l'autre, partisane d'un socialisme plus démocratique, se réclamant de Zhao Ziyang, l'ancien secrétaire général du PCC, limogé après la répression de Tian Men. Elle dénonce également les transferts de capitaux massifs à l'étranger de l'élite dirigeante, ce qui n'est pas invraisemblable, s'agissant d'une tare commune à l'ensemble des PED et pays émergents, dont il n'y a pas de raisons de croire que la Chine serait miraculeusement préservée. Il n'y a guère d'indices que cette opposition ait, pour l'instant, une influence significative à l'intérieur du pays.

c) Les cercles intellectuels restreints

Il existe un certain nombre de cercles intellectuels restreints, autour notamment de l'Académie des sciences sociales de Beijing, où se déroulent des débats politiques, notamment entre « *néolibéraux* », partisans à tout crin de la thèse néolibérale selon laquelle le marché doit tout régler et « *nouvelle gauche* », nettement critique à l'égard des orientations peu sociales du régime (cf. numéro récent de la « *Pensée* » sur la Chine et articles de Paul Baeck sur le site de Babelmed). Le régime tolère ces débats, qui constituent vis-à-vis de l'extérieur un alibi d'existence d'un débat politique, sans réel danger pour lui, tant qu'il n'y a pas de connexion avec un mouvement de masse quelconque. Bush ne considère pas non plus que l'existence de courants néo-marxistes dans les Universités américaines menace le système capitaliste aux USA. C'est une situation qui rappelle aussi, sous un autre angle, les débats qui avaient lieu en URSS pendant la perestroïka, dans le même type de cercles intellectuels, sur la meilleure manière de démocratiser le socialisme, tandis que l'appareil politique, dans sa masse, s'était déjà converti au néolibéralisme. Autant ce foyer de débat politique peut paraître précieux pour l'avenir et sans doute convient-il d'entretenir des relations avec « *la nouvelle gauche* » chinoise, autant il nous paraît dangereux d'entretenir des illusions sur sa capacité à influer, dans l'immédiat, sur le cours des choses.

II.3.4 Le niveau général de la répression, tant vis-à-vis des mouvements sociaux et politiques que des délits et des crimes de droit commun

Celui-ci est très élevé. Nous avons déjà vu les lourdes peines (5 à 15 ans de prison) infligées aux animateurs des mouvements sociaux, aux journalistes, aux cybernautes, etc. Vis-à-vis des crimes et délits de droit commun, c'est la même chose. La population carcérale a doublé depuis 1983. Tout en faisant le black-out sur le nombre annuel d'exécutions capitales, le régime en fait un usage intensif. **Selon un officiel chinois, le professeur Cheng Zhongli, responsable d'un département juridique universitaire, cité par A. I., le nombre annuel d'exécutions capitales serait de 10.000**. A titre soi-disant dissuasif, le régime procède à un certain nombre d'exécutions collectives, ce qui est rarement l'indice d'une bonne justice. Par ailleurs, le manque de rigueur des procédures judiciaires, la possibilité que s'y dissimulent des règlements de comptes locaux, font que nombre d'innocents sont probablement exécutés. L'exemple est cité d'un jeune, arrêté, jugé en première instance, rejugé en appel et exécuté en moins de trois semaines. Pour tenter de mettre un terme à un certain nombre de scandales locaux à ce propos, le pouvoir central s'est donné

récemment la possibilité d'évoquer devant la Cour suprême les décisions locales de condamnation à mort. **Autre problème grave qui se greffe sur les condamnations à mort, le fait que s'est installé à partir des corps des condamnés à mort tout un système de prélèvements d'organes qui donne lieu en fait à une exploitation commerciale très profitable, en Chine et à l'étranger**. Un rapport déjà ancien de HRW (1994), très documenté et détaillé, étayé depuis par une commission d'enquête plus récente (2001) de la Chambre des représentants US à propos de l'implication de citoyens américains dans ce trafic commercial, détaille ces processus. Pour comprendre ce système, il faut noter tout d'abord qu'en Asie les croyances bouddhistes et confucianistes recommandent de ne pas toucher au corps après la mort, d'où une forte pénurie d'organes à greffer et une valeur élevée pour ceux-ci sur le marché. Du même coup, il apparaît que les corps des condamnés à mort font systématiquement, s'agissant en général de personnes jeunes, l'objet de prélèvements d'organes, sans que le consentement des condamnés ou de leurs familles soit obtenu (les corps sont d'ailleurs incinérés immédiatement pour faire disparaître toute trace). Plus grave le corps du condamné à mort est vendu en quelque sorte de son vivant, puisque des docteurs viennent faire des analyses pour déterminer les organes à prélever, vérifier la compatibilité avec les commandes d'organes passées par le trafic commercial, soit par des receveurs chinois (les cadres du régime sont prioritaires), soit par des receveurs étrangers. L'exécution elle-même est menée de manière à optimiser ces prélèvements (ne pas porter atteinte aux organes à prélever, privilégier l'état de mort cérébrale pour que le condamné soit encore vivant au point de vue cardiaque au moment du prélèvement). Il semble également que des dates d'exécution soient en fait parfois déterminées en fonction des possibilités de transplantation. Bref, le condamné à mort est traité non comme une personne humaine, mais comme une chose, littéralement commercialisée par morceaux, avant même sa mort.

Le principe même de la peine de mort est inacceptable, en Chine comme ailleurs. Mais lorsque vient s'y rajouter le pire de la logique marchande capitaliste, la marchandisation de parties du corps d'êtres humains, de leur vivant même, sans leur consentement ou celui de leur famille, on n'est pas très loin de la barbarie. Si ces faits sont confirmés et si ces pratiques persistent, cela jette une ombre terrible d'inhumanité sur le régime chinois.

Par ailleurs, le régime pénitentiaire est particulièrement dur, les détenus sont fréquemment battus. **De nombreux cas documentés de tortures (électricité, eau, privations de sommeil), viols, sont recensés par les ONG (AI, HRW)**. Autre processus de répression inacceptable, l'envoi de milliers de personnes dans des camps de « *rééducation par le travail* », en fait des camps de travaux forcés où l'on peut être détenu pendant des années sans aucun jugement et sans aucun recours.

Le tableau d'ensemble de la répression semble donc assez épouvantable.

Cette situation comporte par ailleurs de sérieux dangers politiques. Le premier est que tout cela est fait par un régime qui continue à se prétendre « *communiste* ». Le deuxième est que, pour l'instant, les classes dirigeantes occidentales qui ne veulent pas d'une pression politique des opinions publiques les empêchant d'investir en Chine, ne font pas donner la grosse artillerie médiatique contre la répression dans ce pays. Mais c'est une situation qui peut changer rapidement si la Chine devenait économiquement dangereuse pour les intérêts occidentaux, notamment américains. Dans ce cas, nous ne pourrions prétendre avoir ignoré cette répression ou son ampleur, puisque l'information la concernant est en fait disponible sur de nombreuses sources d'information. Difficulté de même type en cas d'une

répression de grande ampleur d'une contestation sociale se généralisant, dont nous avons vu précédemment qu'elle était de l'ordre du possible.

II.4 La posture internationale du régime

L'analyse de celle-ci est importante pour pouvoir répondre à la question initialement posée ainsi qu'à la question subsidiaire ci-après : de quel côté se situe désormais la Chine ? Du côté des pays du « Sud », des pays émergents ou du côté des grandes puissances occidentales ?

Historiquement, depuis des décennies, la Chine qui se considérait elle-même comme un PED, avait une posture internationale de « *grand frère* » des PED et pays émergents que lui conférait sa taille et sa position de membre permanent du Conseil de sécurité où elle tenait une position discrète de respect de la légalité internationale. Elle se positionnait donc nettement de leur côté, y compris en s'opposant politiquement et idéologiquement à l'URSS (en fait, il ne s'agissait pas tellement de différentiation idéologique, mais bien de rivalités d'empires) et aussi, bien entendu aux classes dirigeantes occidentales. Avec la montée en puissance planétaire de la Chine, cette posture s'est-elle modifiée ?

Il est certainement impossible de porter jugement sur la politique extérieure actuelle de la Chine en quelques lignes. Cela mériterait une étude en soi. Aussi traiterons-nous ici de trois indices, plutôt liés aux autres commentaires et observations de cette note, significatifs de la posture internationale nouvelle de la Chine.

La première constatation est **que le respect par la Chine de la légalité internationale est assez relatif**. Nous avons vu par exemple qu'elle ne respectait pas les conventions qu'elle avait elle-même signées en matière de liberté de création des organisations syndicales. De même, sa signature de la Convention universelle des droits de l'homme est largement en opposition avec sa pratique. En ce qui concerne Taïwan, le feu vert que s'est fait donner à l'avance le pouvoir central chinois pour une intervention militaire au cas où le gouvernement taïwanais proclamerait l'indépendance de ce territoire est tout de même assez inquiétant, même si cela peut relever aussi d'un bras de fer politique et déclaratoire. En effet, si la légitimité juridique formelle de l'appartenance de Taïwan au territoire de la Chine continentale est indiscutable, il n'en demeure pas moins que depuis plus de cinquante ans, Taïwan vit séparé de la Chine, a un régime complètement distinct, etc.

Dans un autre domaine, l'indifférence avec laquelle le régime chinois considère la ruine probable des industrialisations fragiles d'un certain nombre de pays du « Sud », liée à l'expansion sans contrôle de ses propres exportations (voir ci-dessus), son positionnement actif pour le libre échange mondialisé montrent clairement qu'**il ne se positionne plus guère en fait comme un pays aux côtés des autres pays du « Sud » ou pays émergents, mais bien plutôt comme une puissance économique aux ambitions de domination mondiale, y compris sur les pays du « Sud ».**

Enfin, dernier indice significatif, la position du régime chinois sur le projet de réforme de l'ONU et notamment du Conseil de sécurité. Il s'oppose à l'accession des « *quatre* » (Allemagne, Brésil, Inde, Japon) au statut de membre permanent du Conseil de Sécurité. Il veut bloquer en fait l'accession du Japon pour demeurer la seule puissance de rang mondial en Asie, mais ce faisant, il bloque également l'accession de deux grands pays émergents, le Brésil et l'Inde. **Cette attitude nationaliste montre bien que ce qui prime désormais dans la stratégie de politique extérieure chinoise, c'est le statut de grande puissance.**

Conclusion

Il n'est pas possible de conclure. **Rappelons toutefois qu'il ne s'agit pas de prétendre pouvoir dire ce que sera la Chine dans vingt ou trente ans, mais de déterminer le chemin que ses dirigeants actuels veulent lui faire emprunter** (Où va la Chine ?). Cependant, il serait hypocrite de dissimuler (ce qui est d'ailleurs certainement visible à la lecture de cette étude) que **la masse des faits et des chiffres rapportés, très divers, dessinent un tableau d'ensemble cohérent et, hélas, très préoccupant.**